ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου **1956**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **235**

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3578

Περὶ κυρώσεως τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ, τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν ἀπὸ 23 Ὀκτωβρίου 1954 Σύμβασιν περὶ διακανονισμοῦ ζητημάτων προκυψάντων ἐκ τοῦ πολέμου καὶ τῆς κατοχῆς ὡς καὶ τῶν Κεφαλαίων 5ου καὶ 10ου τῆς αὐτῆς Συμβάσεως.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 18 Σεπτεμβρίου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουσι πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν 1) ὁ Καταστατικὸς Χάρτης τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ, ὁ προσηρτημένος εἰς τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Παρισίοις, τὴν 23ην Ὀκτωβρίου 1954 Σύμβασιν περὶ διακανονισμοῦ ζητημάτων προκυψάντων ἐκ τοῦ πολέμου καὶ τῆς κατοχῆς καὶ

2) Τὰ κεφάλαια 5ον καὶ 10ον τῆς αὐτῆς Συμβάσεως, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει

Ἡ ἔναρξις ἰσχύος τοῦ παρόντος καθορίζεται διὰ τοῦ ἄρθρου 17 τοῦ ἐν λόγῳ Καταστατικοῦ Χάρτου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Λ. Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ, ΣΤ. ΚΩΤΙΑΔΗΣ, Λ. ΜΠΟΤΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΤΑΛΛΑΚΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et intérêts en Allemagne

TITRE 1

Durée, Siège, Composition et Organisation

Article 1

1. La Commission est instituée pour une durée de dix années, qui commenceront à courir à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Charte.

2. Cette période pourra être abrégée ou étendu par accord entre les Gouvernements de la République Française, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommées «les Trois Puissances») et de la République Fédérale d'Allemagne (ci-après conjointement dénommées «les Etats Signataires»).

3. Après la date d'expiration de cette période, la Commission continuera à fonctionner pour achever le règlement des affaires en instance devant elle à cette date.

Article 2

Le siège de la Commission sera situé au siège du Tribunal d'Arbitrage visé à l'Article 9 de la Convention sur les Relations entre les Trois Puissances et la République Fédérale d'Allemagne. La Commission peut, toutefois, siéger et exercer ses fonctions ailleurs lorsqu'elle le juge désirable.

Article 3

1. La Commission se compose de neuf membres permanents, qui doivent réunir les conditions requises pour être nommés dans leurs pays respectifs à des fonctions judiciaires ou posséder des aptitudes équivalentes.

2. Les neuf membres permanents de la Commission sont ainsi désignés :

a) trois membres sont nommés par les Gouvernements des Trois Puissances, à raison d'un membre par chacun d'entre eux;

b) trois membres sont nommés par le Gouvernement Fédéral;

c) trois membres (ci-après dénommés «les membres neutres»), qui ne seront pas ressortissants d'un Etat ayant participé à la guerre, sont nommée par accord neutre les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral.

3. Les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral notifieront, au plus tard trente jours après la date d'entrée en vigueur de la présente Charte, les noms des premiers membres qu'il leur appartient de nommer. Dans ce même délai, les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral se mettront d'accord sur les noms des trois membres neutres. Si, à l'expiration de ce délai, un ou plusieurs membres neutres n'ont pas été nommés, les Gouvernements des Trois Puissances ou le Gouvernement Fédéral pourront demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à leur nomination.

4. La nomination aux sièges devenus vacants se fait selon la même méthode que celle qui a été suivie pour la nomination des membres permanents à remplacer. Toutefois, si un siège, dont le titulaire doit être nommé par l'un des Gouvernements des Trois Puissances ou par le Gouvernement Fédéral, reste vacant pendant plus d'un mois, les Gouvernements des Trois Puissances ou le Gouvernement Fédéral peuvent demander au Président de la Cour Internationale de Justice de nommer à titre intérimaire une personne qui ne soit pas ressortissant d'un Etat ayant participé à la guerre, et qui restera en fonction pendant un délai de six mois ou jusqu'à la nomination d'un titulaire par le procédé normal, au cas où cette nomination n'intervindrait qu'après l'expiration de ce délai. Lorsque le membre à remplacer est un membre neutre, les Gouvernements des trois Puissances ou le Gouvernement Fédéral peuvent demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à la nomination, si l'accord prévu par l'alinéa (c) du paragraphe 2 du présent Article n'a pas été réalisé dans le délai d'un mois après le début de la vacance.

5. La Commission peut, par vote majoritaire, déclarer une vacance, lorsque, à son avis, l'un des membres s'est abstenu ou a refusé, sans excuse valable, de siéger dans une affaire pour laquelle il a été désigné,

6. Le Gouvernement de tout Etat qui a accédé à la présente Charte, Conformément à son Article 17. peut nommer un membre adjoint par notification adressé aux Gouvernements des Trois Puissances et au Gouvernement Fédéral. Tout membre adjoint devra remplir les conditions énoncées au paragraphe 1 et sera soumis aux dispositions du paragraphe 5 du présent Article. Le Gouvernement qui nomme un membre adjoint peut pourvoir un siège devenu cacant par notification adressée aux Gouvernements des Trois Puissances et au Gouvernement Fédéral.

7. En ce qui concerne les services administratifs, la Commission utilisera les services du Secrétariat du Tribunal d'Arbitrage.

Article 4

1. Les membres permanents de la Commission sont nommés pour la durée de la Commission, y compris la période supplémentaire prévue au paragraphe 3 de l'Article 1 de la présente Charte. Les membres adjoints peuvent être nommés pour une période plus courte ou pour un cas particulier.

2. Les membres de la Commission ne peuvent se livrer à aucune activité incompatible avec l'exercice normal de leurs fonctions, ni participer au règlement d'aucune affaire dont ils ont eu antérieurement à s'occuper à un autre titre ou s'ils ont un intérêt direct dans cette affaire. En cas de contestation sur l'application du présent paragraphe, la Commission statue.

3. (a) Pendant la durée et après l'expiration de leur mandat, les membres de la Commission jouiront de l'immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

b) Les membres de la Commission qui ne sont pas de nationalité allemande jouissent. en outre, sur le territoire fédéral, des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont prévus pour les membres des missions diplomatiques. Si des séances ont lieu sur le territoire de l'une des Trois Puissances ou si des actes officiels y sont accomplis, les membres de la Commission qui ne sont pas ressortissants du pays dans lequel la séance a lieu ou dans lequel l'acte est accompli, jouissent dans ce pays des privilèges et immunités diplomatiques.

4. Tout membre de la Commission doit, avant d'entrer en fonction, prendre, en séance publique, l'engagement d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience,

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de l'Article 3 de la présente Charte, aucun membre ne peut être révoqué avant l'expiration de son mandat, si ce n'est pas accord entre les Gouvernements des Trois Puissances et le Gouvernement Fédéral, ou

a) s'il s'agit d'un membre nommé par le Gouvernement d'un Etat ayant accédé à la Charte, en accord avec ce Gouvernement;

b) S'il s'agit d'un membre qui a été nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice, avec le consentement de ce dernier.

6. Tout membre peut, en tout temps, résigner ses fonctions en donnant un préavis, dûment signé, au

Gouvernement ou aux Gouvernements qui l'ont nommé ainsi qu'au Président de la Commission, mais à moins d'accord contraire entre le ou les Gouvernements qui ont procédé à la nomination et le Président, il devra continuer à exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit effectivement remplacé.

Article 5

1. La Commission élit sont Président pour deux ans parmi les trois membres neutres. Le Président peut être rélu. Si le Président cesse d'appartenir à la Commission élit un nouveau Président après désignation de celui qui lui succède dans sa qualité de membre. Les autres membres neutres sont Vice-Présidents.

2. La Commission siège sous la présidence du Président ou de l'un des Vice-Présidents, soit en assemblée plénière, soit en Chambre de trois membres.

3. L'assemblée plénière comprend, en principe, tous les membres permanents de la Commission. Le quorum nécessaire à la validité de ses délibérations est de cinq membres; elle ne peut délibérer qu'en nombre impair; elle doit en tout cas comprendre un nombre égal de membres nommés par les Gouvernements de Trois Puissances et de membres nommés par le Gouvernement Fédéral, et au moins un membre neutre. Les membres adjoints, ne doivent pas participer aux délibérations de l'assemblée plénière,

4. a) Les Chambres sont composées d'un des membres nommés par les Gouvernements des Trois Puissances, d'un des membres nommés par le Gouvernement Fédéral et d'un membre neutre. La Commission, en assemblée plénière, répartit les membres entre les Chambres, détermine les catégories d'affaires dont les Chambres connaissent, ou attribue à une Chambre une affaire déterminée. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de l'Article 13 de la présente Charte, toute décision rendue par une Chambre, sur une affaire qui lui a été dévolue, sera considérée comme une décision définitive rendue par la Commission.

b) Lorsqu'une affaire est examinée par une Chambre et que l'une des Trois Puissances ou l'un de ses ressortissants ou résidents est partie à la procédure, le membre nommé par le Gouvernement de cette Puissance siègera dans la Chambre, sauf accord contraire de cette partie.

c) Lorsqu'une affaire, autre que celles visées à l'alinéa (b) du présent paragraphe, est examinée par une Chambre;

i) Lorsque l'un des Etats ayant adhéré à la Charte ou l'un de ses ressortissants ou résidants est partie à la procédure, le membre nommé par le Gouvernement de l'une des Trois Puissances sera remplacé par le membre adjoint nommé par cet Etat sur la demande de ce dernier adressé au Président;

ii) Lorsque plusieurs Etats ayant adhéré à la Charte ou des ressortissants ou résidants de ces Etats sont parties à la procédure, ces Etats, ressortissants ou résidants peuvent se mettre d'accord sur le remplacement du membre par le Gouvernement de l'une des Trois Puissances par l'un des membres adjoints nommés par les Etats intéressés, ce remplacement étant effectué à la demande de ces Etats. A défaut d'un tel accord, le membre nommé par le Gouvernement de l'une des Trois Puissances siégera dans la Chambre.

5. Les audiences sont publiques, à moins que la Commission s'en décide autrement. Les délibérations de la Commission sont et demeurent secrètes. Il en est de même pour les faits dont elle a eu connaissance à huit clos.

TITRE II

Compétence, pouvoirs et droit applicable

Article 6

1. La Commission est compétente pour statuer sur les litiges visés à l'article 7 du Chapitre Cinquième et à l'article 12 du Chapitre Dixième de la Convention sur le Règlement de Questions issues de la Guerre et de l'Occupation (ci-après dénommée «la Convention»). Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 9 de la Charte du Tribunal d'Arbitrage et de l'Article 10 de cette même Charte, la Commission peut statuer sur les questions relatives à l'étendue de sa compétence. Le Président de la Commission peut demander au tribunal d'Arbitrage de donner, conformément à l'Article 25 de la Charte de ce Tribunal, un avis consultatif sur l'étendue de la compétence de la Commission.

2. La compétence de la Commission en première instance ou en appel, selon le cas, en ce qui concerne les litiges relevant de sa juridiction, sera exclusive et aucun tribunal des Etats Signataires ou de tout autre Etat, ni aucun autre organisme national ou international n'aura çompétence en ce qui concerne ces litiges.

3. La Commission sera également compétence pour connaître de toute autre question qui pourra lui être soumise en tout temps par accord entre les Etats Signataires,. Si cette question intéresse directement un Etat ayant adhéré à la Charte, le consentement du Gouvernement de cet Etat sera également nécessaire.

4. Les litiges relevant de la compétence de la Commission peuvent lui être soumis par tout Etat Signataire ou tout Etat ayant accédé à la présente Charte, ou par les ressortissants ou résidants de cet Etat ou de toute entité territoriale administrée ou contrôlée par cet Etat ou pour les relations internationales de laquelle cet Etat est responsable ou par toute personne morale constituée en vertu des lois de cet Etat ou de cette entité territoriale.

5. La Commission pourra connaître de questions de droit et de fait.

Article 7

1. La Commission, ou, en cas d'urgence, le Président, à le pouvoir d'ordonner toutes les mesures conservatoires du droit de chaque partie qui peuvent être nécessaires en attendant sa décision définitive. Tout ordre émis par le Président en vertu du présent Article peut être confirmé modifié ou annulé par la Commission dans un délai de soixante douze heures après sa notification aux parties.

2. Toute partie dont les droits sont affectés par un tel ordre de la Commission ou du Président et qui n'aura pas été entendue avant que cet ordre soit émis, peut présenter une requête à la Commission en vue de la modification ou de l'annulation de cet ordre, au moment et dans les conditions qui pourront être prévus par les règles de procédure envisagées à l'Article 14 de la présente Charte.

Article 8

Pour rendre ses décisions, la Commission appliquera les dispositions de la Convention et de la législation rendue applicable par la Convention. Lorsqu'il sera nécessaire de compléter ou d'interpréter ces dispositions, ou en l'absence de dispositions applicables, la Commission appliquera les principes généraux de droit international, de la justice et l'équité.

TITRE III

Procédure

Article 9

1. Les langues officielles de la Commission sont le français, l'anglais et l'Allemand.

Toutefois, le Président peut, avec le consentement des parties, décider que seule l'une d'elles ou deux d'entre elles seront employées dans la procédure d'une affaire.

2. Les décisions de la Commission seront rendues dans les trois langues.

Article 10

Les litiges sont portés devant la Commission par une requête écrite contenant un exposé des faits qui donnent lieu au litige ainsi que les arguments invoqués par le demandeur. A moins que la Commission n'en décide autrement, le défendeur doit produire son mémoire en réponse dans le mois suivant la notofication de la requête. La Commission peut, le cas échéant, inviter les parties à produire des mémoires complémentaires.

Article 11

1. Lorsqu'un Etat est partie à un différend soumis à la Commission, il est représenté devant elle par un agent. Il peut se faire assister par un conseil.

2. Les personnes physiques peuvent présenter leur cause devant la Commission soit en comparaissant en personne, soit en se faisant représenter par un conseil. Les personnes morales peuvent faire présenter leur cause par des représentants qualifiés pu par un conseil.

3. Tout agent d'un Gouvernement est autorisé à présenter oralement et par écrit les arguments et conclusions en faveur des causes auxquelles un ressortissant ou un résidant de son Etat est partie.

4. La Commission peut prescrire les conditions que le conseil doit remplir pour être admis.

5. Les agents, conseils et représentants visés au présent Article bénéficient de l'immunité de juridiction à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Les personnes physiques qui comparaissent en personne bénéficient d'une immunité analogue.

Article 12

La Commission peut exiger la production de documents et de toutes autres preuves, elle peut faire comparaître des témoins et ordonner des expertises et des enquêtes. A cette fin, la Commission peut demander aux tribunaux de tout Etat Signataire ou ayant accédé à la présente Charte de lui apporter leur aide.

Article 13

1. Les décisions de la Commission sont rendues sous forme de jugements ou d'ordres et à la majorité des membres présents.

2. Sous la seule réserve des dispositions du présent Article ainsi que du paragraphe 2 de l'Article 9 de la Charte du Tribunal d'Arbitrage, et de l'Article 10 de cette même Charte, tous les jugements et ordres définitifs de la Commission seront obligatoires pour toutes les parties et ne seront pas susceptibles de recours.

3. Les jugements sont rendus par écrit et en audience publique. Ils comprennent un exposé des faits et sont motivés.

4. Les décisions définitives prises par la Commission siègeant en assemblée plénière ne sont pas susceptibles de recours. La décision définitive sur une affaire attribuée à une Chambre doit être prise par la Commission siègeant en assemblée plénière si la Chambre, avant de prendre une décision définitive, décide de renvoyer l'affaire devant l'assemblée plénière.

5. Les décisions des Chambres peuvent, sur autorisation de la Chambre intéressée, ou de l'assemblée plénière, faire l'objet d'un appel, sur les questions de droit, devant la Commission siègeant en assemblée plénière. L'autorisation d'appel doit être sollicitée dans les trente jours suivant la date à laquelle la décision est signifiée par écrit à la partie en cause. Cette autorisation deviendra caduque si l'appel n'est pas interjeté dans les trente jours suivant la date d'octroi de l'autorisation.

6. Appel peut dans tous les cas être interjeté devant la Commission siègeant en assemblée plénière, ou devant une Chambre, de toute décision prise par un membre de la Commission siègeant comme juge unique. Cet appel peut être interjeté dans les trente jours suivant la date à laquelle la décision est signifiée à la partie en cause.

7. La revision d'une décision définitive ne peut être demandée à la Commission qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de la décision, était inconnu de la Commission et de la partie qui demande la révision. La Commission siègeant en assemblée plénière décide si la révision est justifiée.

Article 14

1. La procédure comprend une phase écrite et une phase orale. La procédure orale peut être supprimée sur demande des deux parties.

2. La Commission arrêtera, dans le cadre de la présente Charte, les règles de sa procédure qui pourront, notamment, prévoir le cas où des jugements seront rendus par défaut, si une partie s'abstient de comparaître ou de produire un mémoire. Cette procédure pourra également prévoir la désignation d'un membre de la Commission qui sera chargé de fonctions spéciales.

Article 15

1. La Commission peut fixer la procédure d'évaluation des frais de justice, y compris une procédure permettant au demandeur ou au défendeur de bénéficier de l'assistance judiciaire.

2. En règle générale, chaque partie à une procédure paiera ses propres frais. Toutefois, la Commission peut, dans des cas exceptionnels, et en incorporant les motifs de sa décision dans le jugement, se prononcer sur les dépens, lorsqu'il est reconnu que la procédure était de mauvaise foi ou vexatoire.

TITRE IV

Administration et frais

Article 16

1. Chacun des Etats Signataires et tout Etat qui adhère à la présente Charte supportera entièrement la charge des traitements et indemnités de chacun des membres de la Commission qui est nommé par lui.

2. Les frais de fonctionnement de la Commission (y compris les traitements et indemnités des membres neutres) seront supportés à parts égales par les Trois Puissances, d'une part, et par la République Fédérale d'autre part.

3. Les questions administratives intéressant la Commission, les locaux dont disposeront la Commission, ses membres et son personnel, les traitements et indemnités des membres neutres, ainsi que la nomination du personnel et ses traitements, seront réglées par un accord administratif subsidiaire entre les Etats Signataires.

TITRE V

Dispositions finales

Article 17

1. La présente Charte entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

2. Tout Etat peut accéder à la présente Charte en notifiant par écrit sa décision. Chacun des Etats Signataires par la voie diplomatique, et en déposant auprès du Gouvernement de la République Fédérale un instrument d'accession à la présente Charte. La présente Charte liera tout Etat qui y accède à compter de la date de dépôt de l'instrument d'accession.

3. Tout Etat accédant à la présente Charte sera considéré de ce fait comme partie à l'accord conclu entre les Etats Signataires contenu dans les Chapitres Cinquième et Dixième de la Convention.

4. Tout Etat accédant à la présente Charte se reconnaît lié par les décisions du Tribunal d'Arbitrage, prises conformément au paragraphe 2 de l'Article 9 de sa Charte, en ce qui concerne l'étendu de la compétence de la Commission.

CHAPITRE CINQUIEME
RESTITUTIONS EXTERNES

Article 1

1. Lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la République Fédérale instituera et équipera une agence administrative, dont elle recrutera le personnel, qui sera chargée, dans les conditions prévues dans le présent Chapitre et dans l'Annexe qui lui est jointe, de la recherche, de la récupération et de la restitution des bijoux, de l'argenterie et des meubles anciens (lorsque chacun de ces objets est d'une valeur substantielle) et des biens culturels, si ces objets ou biens culturels ont été, au cours de l'occupation d'un territoire, enlevés de ce territoire par les forces ou les autorités de l'Allemagne ou de ses alliés ou par leurs membres individuellement, que ce soit par ordre ou sans ordre, à la suite d'une acquisition par contrainte, avec ou sans violence, par vol, par réquisition ou par toute autre forme de dépossession forcée.

2. Dans le cas de biens culturels qui se trouvaient dans le pays intéressé antérieurement à la date applicable à ce pays, telle qu'elle est spécifiée à l'Article 5 du présent Chapitre, la restitution sera également opérée:

a) si ces biens ont été acquis par voie de don effectué sous une pression directe ou indirecte, ou en raison de la position officielle du donataire;

b) s'ils ont été acquis par voie d'achat, à moins que les biens n'aient été introduits dans le pays intéressé aux fins de revente.

3. Dans le cas des bijoux, de l'argenterie ou des meubles anciens, la restitution peut être refusée s'il est établi que le bien en cause a été enlevé après avoir été acquis du propriétaire primitif contre paiement dans le cadre d'une opération commerciale régulière, même si le règlement en a été opéré en monnaie d'occupation.

4. L'expression «biens culturels» désigne les biens mobiliers présentant une valeur religieuse, artistique, documentaire, éducative ou historique ou une importance équivalente, cette définition comprend les objets du genre de ceux qui se trouvent habituellement dans les musées, les collections publiques ou privées, les bibliothèques ou les archives historiques. Le terme «ancien» s'applique aux meubles datant de cent ans ou plus à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. L'expression «valeur substantielle» signifie une valeur au moins égale à 200.000 francs français, compte tenu du pouvoir d'achat du france au 1er janvier 1951.

5. L'agence visée au paragraphe 1 du présent Article communiquera aux Trois Puissances ou à leurs représentants, sur demande, des renseignements sur les matières qu'elle traite et fournira des rapports trimestriels sur son activité. Les archives de l'agence seront conservées jusqu'à ce qu'il en ait été convenu autrement.

Article 2

1. Toute restitution en application de l'Article 1 du présent Chapitre ne peut être demandée au Gouvernement Fédéral que par le Gouvernement de l'Etat du territoire duquel le bien a été enlevé. Le Gouvernement Fédéral peut rejeter une demande de restitution cette demande a été déjà rejetée comme non fondé par l'organisme compétent de l'une des Trois Puissances, sauf dans le cas où est fournie une preuve qui n'a pu être produite antérieurement.

2. La restitution de bijoux, d'argenterie ou de meubles anciens ne peut être demandée au Gouvernement Fédéral que si une demande s'y rapportant a été reçue par un organisme de l'une des Trois Puissances avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans le cas de biens culturels, aucune nouvelle demande de restitution ne pourra être présentée après le 8 mai 1956. Lorsque, dans un cas particulier, les enquêtes menées, en ce qui concerne les biens réclamés, par l'agence allemande visée à l'article 1 du présent Chapitre, ont été infructueuses ou n'ont pas conduit à la découverte des biens réclamés avant le 8 mai 1957, et que la réussite de nouvelles enquêtes est improbable, l'agence arrêtera la procédure. La partie intéressée pourra se pouvoir en appel contre cette décision devant la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne conformément à l'Article 7. Si, après l'arrêt de la procédure, les biens réclamés sont identifiés, la procédure de restitution peut être ouverte à nouveau.

3. Les demandes reçues par un organisme de l'une des Trois Puissances, qui n'ont pas été définitivement réglées avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, et qui relèvent du champ d'application des dispositions de l'Article 1 du présent Chapitre et du présent Article, seront renvoyées par la Puissance intéressée à l'agence allemande visée à l'Article 1. Celle-ci prendra toutes mesures à leur égard dans les mêmes conditions que si ces demandes avaient été présentées directement à l'agence allemande par le Gouvernement réclamant.

4. La présentation d'une demande de restitution en vertu de l'Article 1 du présent Chapitre pour le compte d'une personne physique ou d'une entité juridique fera obstacle à la présentation de cette demande en vertu de l'Article 3; de même, une action en restitution en vertu de l'Article 3 fera obstacle à la présentation d'une demande de restitution en vertu de l'Article 1.

Article 3

1. Nonobstant les dispositions contraires du droit allemand, toute personne qui a, ou dont le prédécesseur légal a, pendant l'occupation d'un territoire, été dépossédé de ses biens par vol ou par contrainte avec ou sans violence, par les forces ou les autorités de l'Allemagne ou des ses alliés, ou par leurs membres individuellement, que ce soit par ordre ou sans ordre, aura un droit à restitution concernant ces biens à l'encontre de leur possesseur actuel, sous réserve, toutefois:

a) du remboursement par le demandeur au défendeur des dépenses qui ont augmenté la valeur des biens et qui ont été faites après leur acquisition, et

b) du paiement par le demandeur de la valeur de toute contrepartie reçue par lui ou par son prédécesseur légal, qui sera traitée de la même manière que les avoirs allemands existant à la date de l'enlevement dans le pays d'ou les biens ont été enlevés. Un tel droit n'existera pas si le possesseur actuel a exercé sur les biens une possession de bonne foi pendant dix ans ou jusqu'au 8 mai 1956, selon celle de ces deux dates qui sera la plus éloignée.

2. Tout ressortissant ou résident d'un Etat ayant accédé à la Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne peut introduire devant un tribunal allemand une action en restitution en vertu du paragraphe 1 du présent Article, au plus

tard le 8 mai 1956, ou avant la date d'expiration d'une période de dix années pendant laquelle le possesseur aura exercé sur les biens une possession de bonne foi, selon celle de ces deux dates qui sera le plus éloignée.

3. Aucune demande de restitution ne peut être présentée si avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, une demande présentée par un Gouvernement pour le compte du réclamant et tendant à la restitution des biens en cause a été rejetée comme non fondée par un organisme de l'une des Trois Puissances, sauf dans le cas où est fournie une preuve qui n'a pu être produite antérieurement.

Article 4

1. Si un bien à restituer a été, après son indentification en Allemagne, soit utilisé ou consommé en Allemagne avant sa restitution au demandeur, soit détruit ou volé, ou s'il a été autrement disposé avant sa remise au Gouvernement réclamant ou à l'organisme compétent de l'une des Trois Puissances pour être remis au demandeur, la République Fédérale indemnisera les demandeurs qui auraient autrement droit à restitution en vertu des Articles 1 ou 3 du présent Chapitre ou dont les demandes de restitution ont été, à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, approuvées par l'une des Trois Puissances.

2. Sur requête du demendeur qui aurait autrement droit à restitution, l'agence allemande visée à l'Article1 du présent Chapitre rendra une décision sur la demande d'indemnisation relative au bien dont la restitution aurait pu être demandée en vertu des Articles 1 et 2. Sur introduction d'une instance par le demandeur qui aurait autrement droit à restitution le tribunal visé à l'Article 3 rendra une décision sur la demande d'indemnisation relative au bien dont la restitution aurait pu être demandée en vertu de l'Article 3, à condition que le demandeur soit un ressortissant ou un résidant d'un Etat ayant accédé à la Charte de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne. Le dépôt de la requête et l'introduction de l'instance doivent être effectués dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention ou dans l'année qui suitla notification au demandeur que le bien n'est plus restituable, selon celui des deux délais qui sera le plus long.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 du présent Article, les demandes tombant sous le coup du paragraphe 1, qui ont été présentées à un organisme de l'une des Trois Puissances avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, peuvent être renvoyées par cette Puissance à l'agence allemande visée à l'Article 1 du présent Chapitre ou peuvent être présentées à cette agence par le Gouvernement demandeur. Toutes les demandes visées au présent paragraphe seront renvoyées à l'agence ou lui seront présentées dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention et feront l'objet d'une décision de la part de cette agence.

4. L'agence allemande visée à l'Article 1 du présent Chapitre reconnaîtra les demandes de restitution qui auront été approuvées par l'une des Trois Puissances avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. L'agence considérera également comme probant un certificat délivré par l'une des Trois Puissances, indiquant que le bien faisant l'objet de la demande n'a pas été remis à un organisme compétent de cette Puissance, pour transmission au demandeur.

5. Les indemnisations accordées en vertu du présent Article seront fixées selon la somme correspondant à la valeur de remplacement du bien en cause à la date de la décision d'indimnisation.

Article 5

1. Les dispositions du présent Chapitre s'appliquent à l'égard des pays ci-après, à compter des dates respectives indiquées ci-dessous :

Pays	Date
Autriche	12 mars 1938
Tchécoslovaquie	1er avril 1939
Pologne	1er septembre 1939
Danemark	9 avril 1940
Norvège	9 avril 1940
Belgique	10 mai 1940
Luxembourg	10 mai 1940
Pays–Bas	10 mai 1940
France	17 mai 1940
Grèce	28 octobre 1940
Yougoslavie	6 avril 1941
Union des Républiques Socialistes Soviétiques	22 juin 1941
Italie	3 septembre 1943
Roumanie	12 septembre 1944
Roumanie	12 septembre 1944
Finlande	19 septembre 1944
Bulgarie	28 octobre 1944
Hongrie	20 janvier 1945

2. Les dispositions du présent Chapitre s'appliquent au biens publics et privés, qui ont été enlevés des territoires visés au paragraphe 1 du présent Article.

Article 6

Si la République Fédérale conclut avec toute autre Puissance, en des matières couvertes par le présent Chapitre, des arrangements plus favorables pour cette Puissance que les dispositions correspondantes du présent Chapitre, le bénéfice de ces nouveaux arrangements sera étendu automatiquement à toutes les Puissances bénéficiant des dispositions correspondantes du présent Chapitre.

Article 7

1. Les Etats Signataires instituent une Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et intérêts en Allemagne dont le fonctionnement sera régi par les dispositions de la Charte annexée à la présente Convention.

2. Sur demande de la partie intéressée, toute décision définitive (Endentscheidung) de l'agence allemande en vertu des Articles 1,2 ou 4 du présent Chapitre, ou d'un tribunal allemand en vertu des Articles 3 ou 4, sera sujette à rivision de la part de la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne.

3. La partie intéressée soumettra sa demande à la Commission dans les trente jours après que cette décision lui aura été signifiée. Si l'agence ou le tribunal allemand ne rend pas de décision dans l'année suivant la présentation de la demande, le demandeur pourra soumettre sa demande directement à la Commission dans les trente jours suivant l'expiration de cette période d'une année.

4. Dans toute affaire qui lui sera soumise, la Commission pourra rendre elle-même une décision définitive ou renvoyer l'affaire à l'agence allemande ou au tribunal allemand avec les instructions que la Commission estimera nécessaires ou appropriées.

5. Les jugements de la Commission seront définitifs et lieront les autorités et les tribunaux des Etats signataires et des autres Etats ayant accedé à la Charte.

ANNEXE
AU CHAPITRE CINQUIEME

Paragraphe 1

1. Le Gouvernement Fédéral instituera en tant qu'Autorité Fédérale Supérieure (Bundesoberbehörde) l'agence administrative prévue au paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre qui précède.

2. Tous les tribunaux allemands et autorités allemandes doivent, conformément à l'Article 35 de la Loi Fondamentale, prêter une aide judiciaire et administrative à cette Autorité Fédérale Supérieure.

Paragraphe 2

1. Les demandes de restitution présentées conformément aux Articles 1 et 2 du Chapitre qui précède, à l'exclusion de celles désignées au paragraphe 3 de l'Article 2, doivent comporter :

a) la désignation du bien dont la restitution est demandée;

b) autant que possible, l'indication de la personne entre les mains de laquelle se trouve ce bien au moment de la présentation de la demande ;

c) un exposé des faits motivant la demande en restitution.

2. Des copies certifiées conformes des pièces venant à l'appui de la demande de restitution doivent être jointes à cette demande ou présentées ultérieurement.

Paragraphe 3

1. Les demandes d'indemnisation présentées conformément à l'Article 4 du Chapitre qui précède, à l'exclusion de celles désignées au paragraphe 3 dudit Article, doivent comporter :

a) la désignation du bien qui fait l'objet d'une demande d'indemnisation;

b) les renseignements relatifs à l'identification en Allemagne de ce bien;

c) les renseignements relatifs à l'utilisation, la consommation, la destruction, le vol ou la cession de ce bien;

d) une indication de la somme réclamée;

e) les renseignements relatifs à tout autre fait motivant la demande.

2. Des copies certifiées conformes des pièces venant à l'appui de la demande d'indemnisation doivent être jointes à cette demande ou présentées ultérieurement.

Paragraphe 4

La procédure devant l'Autorité Fédérale Supérieure est exempté de frais.

Paragraphe 5

1. L'Autorité Fédérale Supérieure procède aux enquêtes nécessaires. Elle peut, à cet effet, procéder d'office (von Amts wegen) à la recherche de preuves par une procédure accélérée, et, en particulier, procéder ou faire procéder par un tribunal à l'audition de temoins, d'experts ou de personnes doht les droits seraient affectés par la restitution. Chaque fois qu'il apparait nécessaire de faire prêter serment, ce serment doit être prêté devant un tribunal. L'Autorité Fédérale Supérieure et compétente pour recevoir toute déclaration écrite tenant lieu de serment (eidesstattliche Versicherung).

2. Sont considérées comme parties intéressées,outre le Gouvernement demandeur, toutes personnes dont les droits seraient affectés par la restitution.

3. Les parties intéressées doivent se voir accorder la possibilité d'exposer leur point de vue. Elles peuvent se faire représenter par des agents ou des conseils. Elles doivent être avisées des dates des audiences fixées pour les auditions prévues à la seconde phrase de l'alinéa 1 du présent paragraphe, et peuvent assister à ces audiences. Les pièces soumises par l'une des parties intéressées doivent être communiquées aux autres parties.

Paragraphe 6

L'Autorité Fédérale Supérieure doit, lorsque la réalisation du droit à restitution lui parait menacée, ordonner toutes mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde du bien en cause.

Paragraphe 7

Toute décision de l'Autorité Fédérale Supérieure doit être motivée par écrit et notifiée aux parties intéressés.

Paragraphe 8

1. L'Autorité Fédérale Supérieure prend toutes mesures en vue de la restitution. S'il est nécessaire, elle ordonne que les biens a restituer soient expropriés au profit de la République Fédérale qui les transferera (zuleiten) aux ayants-droit à restitution.

2. Une loi fédérale réglera la nature et le montant de l'indemnisation de personnes atteintes par l'expropriation.

3. Lorsque l'Autorité Fédérale Supérieure fera droit à une demande visée à l'Article 4 du Chapitre qui précédé, elle fixera le montant de l'indemnisation à verser par la République Fédérale.

ANNEXE
AU CHAPITRE CINQUIEME

Paragraphe 1

1. Le Gouvernement Fédéral instituera en tant qu'Autorité Fédérale Supérieure (Bundesoberbehörde) l'agence administrative prévue au paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre qui précede.

2. Tous les tribunaux allemands et autorités allemandes doivent, conformément à l'Article 35 de la Loi fondamentale, prêter une aide judiciaire et administrative à cette Autorité Fédérale Supérieure.

Paragraphe 2

1. Les demandes de restitution présentées conformément aux Articles 1 et 2 du Chapitre qui précède, à l'exclusion de celles désignées au paragraphe 3 de l'Article 2, doivent comporter :

a) la désignation du bien dont la restitution est demandée;

b) autant que possible, l'indication de la personne entre les mains de laquelle se trouve ce bien au moment de la présentation de la demande ;

c) un exposé des faits motivant la demande en restitution

2. Des copies certifiées conformes des pièces venant à l'appui de la demande de restitution doivent être jointes à cette demande ou présentées ultérieurement.

Paragraphe 3

1. Les demandes d'indemnisation présentées conformément à l'Article 4 du Chapitre qui précède à l'exclusion de celles désignées au paragraphe 3 dudit Article, doivent comporter :

a) la désignation du bien qui fait l'objet d'une demande d'indemnisation;

b) les renseignements relatifs à l'identification en Allemagne de ce bien;

c) les renseignements relatifs à l'utilisation, la consommation, la destruction, le vol ou le cession de ce bien;

d) une indication de la somme reclamée;

e) les renseignements relatifs à tout autre fait motivant la demande.

2. Des copies certifiées conformes des pièces venant à l'appui de la demande d'indemnisation doivent

être jointes à cette demande ou présentées ultérieurement.

Paragraphe 4

La procédure devant l'Autorité Fédérale Supérieure est exempte de frais.

Paragraphe 5

1. L'Autorité Fédérale Supérieure procède aux enquêtes nécessaires. Elle peut à cet effet, procéder d'office (von Amts wegen) à la recherche des preuves par une procédure accélérée, et, en particulier, procéder ou faire procéder par un tribunal à l'audition de témoins, d'experts ou de personnes dont les droits seraient affectés par la restitution. Chaque fois qu'il apparaît nécessaire de faire prêter serment, ce serment doit être prêté devant un tribunal. L'Autorité Fédérale Supérieure est compétente pour recevoir toute déclaration écrite tenant lieu de serment (eidestattliche Versicherung).

2. Sont considérées comme parties intéressées, outre le Gouvernement demandeur, toutes personnes dont les droits seraient affectés par la restitution.

3. Les parties intéressées doivent se voir accorder la possibilité d'exposer leur point de vue. Elles peuvent se faire représenter par des agents ou des conseils. Elles doivent être avisées des dates des audiences fixées pour les auditions prévues à la seconde phrase de l'alinéa 1 du présent paragraphe, et peuvent assister à ces audiences, Les pièces soumises par l'une des parties intéressées doivent être communiquées aux autres parties.

Paragraphe 6

L'Autorité Fédérale Supérieure doit, lorsque la réalisation du droit à restitution lui paraît menacée, ordonner toutes mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde du bien en cause.

Paragraphe 7

Toute décision de l'Autorité Fédérale Supérieure doit être motivée par écrit et notifiée aux parties intéressés.

Paragraphe 8

1. L'Autorité Fédérale Supérieure prend toutes mésures en vue de la restitution. S'il est nècessaire, elle ordonne que les biens à restituer soient expropriés au profit de la République Fédérale qui les transferera (zuleiten) au ayants-droit à restitution.

2. Une Loi fédérale réglera la nature et le montant de l'indemnisation de personnes atteintes par l'expropriation.

3. Lorsque l'Autorité Fédérale Supérieure fera droit à une demande visée à l'Article 4 du Chapitre qui précède, elle fixera le montant de l'indemnisation à verser par la République Fédérale.

CHAPITRE DIXIEME

Intérêts Etrangers en Allemagne

Article 1

1. Pour autant que cela n'ait pas encore été fait, la République Fédérale prendra toutes les dispositions nécessaires pour mettre les nations personnes et sociétés visées au paragraphe 3 du présent article au mesure d'obtenir la restitution de leurs biens dans leur état actuel et la restauration de leurs droits et intérêts sur le territoire fédéral dans la mesure où ces biens, droits et intérêts ont subi un traitement discrimatoire. Les biens, droits et intérêts des nations, personnes et sociétés visées au paragraphe 3 seront libérés par la République Fédérale de toutes charges ou servitudes quelconques auxquelles ils auraient pu être soumis par suite d'un traitement discrimatoire. Aucun droit ne sera prélevé soit à l'occasion de leur restitution/ou de leur restauration, soit à l'occasion de la levée de ces charges ou servitudes. Toutefois, des conditions equitables pourront être imposées pour éviter un enrichissement injuste de l'une des nations, personnes ou sociétées visées au paragraphe 3.

2. Lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la République Fédérale instituera la procédure priévue dans l'Annexe au présent Chapitre pour le dépôt et l'examen des demandes fondées sur les dispositions du présent Article et pour l'exécution des décisions qui seront rendues à leur égard. Elle donnera à cette procédure toute la publicité appropriée. Ces demandes devront être présentées dans les douze mois de l'institution de cette procédure. La République Fédérale devra également, dans toute la mesure du possible, porter à la connaissance de toute partie intéressée qui en fera la demande tous renseignements concernant la gestion, par des administrateurs séquestres, de ces biens, droits et intérêts.

3. Les entités et personnes suivantes auront qualité pour présenter des réclamations en application des dispositions du présent Article :

a) les Nations-Unies et leurs ressortissants;

b) les successeurs de ces ressortissants; et

c) les sociétés constituées selon le droit allemand dans lesquelles des ressortissants de Nations-Unies possèdent des participations;

sous réserve que ces ressortissants ou leurs successeurs. sauf dans le cas des successeurs en ligne directe par voie d'héritage ou de dispositions testamentaires, aient été ressortissants des Nations-Unies à la date du traitement discriminatoire.

4. L'expression «traitement discriminatoire», au sens du présent Article, désigne les mesures de toute nature appliquées entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945 à tous biens, droits et intérêts, par suite de tout traitement exceptionnel qui n'était pas généralement applicable à tous les biens, droits et intérêts non allemands, et qui ont eu pour effet d'occasionner des préjudices, pertes ou dommages quelconques sans le libre consentement des parties intéressées et sans indemnisation appropriée. Tout acte ou omission intervenu en application de l'Ordonnance allemande sur le Traitement des Biens Ennemis, en date du 15 janvier 1940, de tous amendements à cette Ordonnance ou de toutes autres reglementations ayant des buts analogues, pourra être considéré comme constituant un traitement discriminatoire, même s'il entrait dans le cadre de cette Ordonnance de ces amendements ou de ces réglementations, lorsqu'il apparaîtra:

a) qu'il en est résulté un dommage à un bien étranger ou à des droits ou intérêts étrangers; et

b) que le dommage causé aurait pu être évité sans violer cette Ordonance, ces amendements ou ces réglementations.

5. Les dispositions du présent Article ne sont pas applicables aux demandes traitées aux Chapitres Troisième et Quatrième de la présente Convention.

6. Les dispositions du présent Article n'ont pa pour objet de régler la question de l'indemnisation pour pertes ou dommages causés aux biens, droits ou intérêts et dus à un traitement discriminatoire ou résultant indirectement ou directement de la guerre de toute autre manière, mais elles n'affectent pas le droit de l'une quelconque des Nations-Unies de présenter, au cours de la négociation du réglement de paix, des demandes d'indemnisation de cette nature en ce qui concerne ses propres biens, droits ou intérêts ou ceux de ses ressortissants.

Article 2

Dans la mesure ou elles affectent les créanciers étrangers de débiteurs allemands, les lois fédérales relatives aux délais de prescriptions et de forclusion (Ge-

setz über den Ablauf der durch Kriegs oder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen, und Gesetz zur Ergänzung des Gesstzes uber den Ablauf der durch Kriegsoder Nachkriegsvorschriften gehemmten Fristen, Bundesgesetzblatt 1950, Seite 821 und 1951 Teil L Seite 213) en date du 28 décembre 1950 et du 30 mars 1951, ainsi que la Loi No. 67 de la Haute Commission Alliée relative au même objet, seront maintenus en vigueur. Cette législation sera sujette à révision par la République Fédérale en accord avec les autres Etats Signataires sur la base des dispositions de l'Accord sur les Dettes Extérieures Allemandes conclu à Londres le 27 février 1953 dans la mesure où cette législation se rapporte à des créances traitées dans cet Accord.

Article 3

Sans préjudice des dispositions du règlement final de paix avec l'Allemagne, les Nations-Unies et leurs ressortissants participeront, sur la même base que les ressortissants allemands résidant sur le territoire fédérale, à toute indemnisation pour dommages de guerre concernant les biens situés sur le territoire fédéral, qui pourra être prévue par la République Fédérale ou l'un de ses Länder, dans la mesure où il ne s'agira pas de l'Aide au Reclassement (Eingliederungshilfe) ou de l'Aide au Logement (Wohnraumhilfe).

Article 4

La République Fédérale réaffirme que, en vertu du droit allemand, l'état de guerre ne devra pas, en soi, être considéré comme affectant les obligations de payer les dettes en espèces nées d'obligations et de contrats qui existaient ou de droits qui étaient acquis avant le commencement de l'état de guerre.

Article 5

Tout ressortissant ses Nations-Unies, ou tout successeur de ce ressortissant qui possède également la qualité de ressortissant des Nations-Unies, aura le droit d'introduire, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, une demande en revision de tout jugement prononcé par un tribunal allemand entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945, dans tout procés auquel il était partie et dans lequel il a été dans l'impossibilité physique, morale ou juridique d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante.

Article 6

1. En attendant un règlement final des créances sur l'Allemagne résultant de la guerre, les personnes visées au paragraphe 2 du présent Article, ainsi que leurs biens, seront exonérés de tous impôts, taxes ou prélèvements exceptionnels dont l'incidence frappe, en fait, les biens et qui sont expressément destinés à couvrir les charges résultant de la guerre ou des réparations ou des restitutions au profit de l'une quelconque des Nations-Unies.

2. Lorsqu'un tel impôt, taxe ou prélèvement n'est imposé que partiellement pour les fins mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, l'exonération qui sera accordée sera, en principe, proportionnelle à la partie de ces impôts, taxes ou prélèvements affectée à ces fins. Dans le cas particulier des impositions prescrites par la législation du Conseil Economique de la Bizone et par les législations correspondantes de Länder de Rhénanie-Palatinat, de Bade et du Wurtemberg-Hohenzollern sur l'Aide immédiate (Soforthilfe), et par la Loi sur la Péréquation des Charges en date du 14 août 1952 (Bundesgesetzbt. 1, S. 446), les personnes et les biens visés dans les dispositions ci-après du présent Article seront exonérés, dans la mesure prévue. des paiements à effectuer dans la période de six ans allant du 1er avril 1949 au 31 mars 1955, au titre des impôts de l'Aide immédiate et des impôts sur des biens prévus en vertu de la Péréquation des Charges :

a) les personnes physiques qui étaient ressortissants de l'une quelconque des Nations-Unies à la date de la réforme monétaire (21 juin 1948). ainsi que les sociétés, associations de personnes et groupements de biens (Korperschaften, Personenvereinigungen und Vermögensmassen) qui sont indépendement soumis à imposition en vertu du droit allemand, constitués en vertu des lois de l'une des Nations-Unies, seront s'ils sont imposables sans limitation, exonérés en ce qui concerne tous les biens qu'ils possèdaient tant le 21 juin 1948 que le 8 mai 1945, ou, s'ils sont partiellement imposables, exonérés en ce qui concerne tous les biens qu'ils possèdent sur le territoire fédéral ou à Berlin (Ouest). Les citoyens de toute entité territoriale ou de toute nation, visés à l'alinéa (c) de l'Article 1 de la Loi No. 54 de la Haute Commission Alliée, bénéficieront de la même exonération si, à quelque époque que ce soit entre le 1er septembre 1939 et le 21 juin 1948. ils avaient la nationalité de l'une quelconque des Nations-Unies;

b) les sociétés constituees selon le droit allemand, qui sont indépendamment sousmises à imposition, et dans lequelles les personnes physiques ou sociétés, associations de personnes ou groupements des biens visés à l'alinéa (a) du présent paragraphe possédaient, tant le 21 juin 1948 que le 8 mai 1945, directement ou par l'intermédiaire d'autres sociétés, une participation de 85 o)o au moins dans le capital-actions, seront exonérées proportionnellement à cette participation :

c) les personnes physiques qui ne sont pas qualifiées pour être exonérées aux termes de l'alinéa (a) du présent paragraphe, et qui réclament ou ont réclamé une restitution ou une indemnisation en vertu de la législation visée à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'Article 1 du Chapitre Troisième de la présente Convention, seront exonérées, pour la première fraction de 150.000 DM., en valeur ou en espèces, des biens de toutes sortes qui leur ont été ou qui leur seront transférés en exécution d'ordres, d'arrêtés, de décisions ou d'accord enregistrés en vertu de cette législation, et qui seraient sujets à imposition aux termes des dispositions relatives aux impôts au titre de l'Aide immédiate et aux impôts sur les biens, prévus en vertu de la Péréquation des Charges;

d) Les exonérations prévues aux alineas (a) à (c) inclus du présent paragraphe ne deviendront pas oaduques du fait que le bien en cause aura été dévolu à d'autres personnes le 21 juin 1948 ou après cette date.

3. Pour l'application de l'alinéa (a) du paragraphe 2 du présent Article, tout bien que le détenteur possédait le 21 juin 1948, mais non le 8 mai 1945, sera considéré comme ayant été en sa possession le 8 mai 1945 :

a) si ce bien était possédé le 8 mai 1945 par une personne (quelle que soit sa nationalité) de laquelle il l'a acquis par voie de succession à la suite d'un décès (au moyen d'un ou plusieurs héritages ou dispositions testamentaires); ou

b) si le détenteur a acquis ce bien après le 8 mai 1945 par voie d'échange contre d'autres biens qu'il possédait à cette date (par exemple par voie d'achat); ou

c) si le bien en cause est un bien restitué de quelque nature qu'il soit, sans limitation quant à sa valeur ou à son montant, visé à l'alinéa (c) du paragraphe 2 du présent Article.

4. Pour l'application de l'alinéa (b) du paragraphe 2 du présent Article, les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent mutatis mutandis.

5. Lorsque des paiements, effectués en vertu des

dispositions de la législation sur l'Aide immédiate par des personnes physiques, des sociétés, des associations de personnes ou des groupements de biens en droit de bénéficier d'une exonération en application du paragraphe 2 du présent Article, dépassent le montant de l'impôt sur les biens dû pour la même période. compte tenu des dispositions du paragraphe 2, les sommes versées en excédent seront, au plus tard trois mois après la date d'échéance de l'avertissement émis par le bureau fiscal allemand au titre de l'impôt sur les biens, soit remboursées, soit déduites des sommes à régler, ou de celles qui seront à régler dans les trois mois suivants.

6. Dans le cas où des personnes physiques, des sociétés, des associations de personnes ou des groupements de biens bénéficient d'exemptions d'impôts sur les biens en vertu du présent Article, le montant annuel à acquitter au titre de l'impôt sur les biens pour la période suivante la date d'expiration de la période d'exemption ne peut être, soit en raison de cette exemption, soit en raison du non–paiement de l'impôt sur les biens ou de la taxe d'Aide Immédiate, plus élevé que le montant annuel qui serait payable par des personnes physiques, des sociétés, des associations des personnes ou des groupements de biens non exemptés qui auraient payé dans sa totalité la taxe d'Aide immédiate. Lorsque, dans le calcul de l'impôt sur les biens, la taxe d'Aide Immédiate est décomptée de la manière prévue dans le projet de loi soumis au Bunderstag (Document du Bundestag No. 3300) c'est–à–dire déduite du total des sommes dues au titre de l'impôt sur les biens, le triple du versement de base annuel à ce titre doit être, dans les cas où la taxe d'Aide Immédiate n'a pas été imposée, déduit du total des sommes dues. A cet effet, la somme provenant de l'application du taux de la contribution annuelle à l'obligation fiscale totale sera considérée comme constituant le versement de base annuel.

7. Dans le calcul des sommes dues au titre de toutes autres taxes en vertu de la Loi sur la Péréquation des Charges. les personnes physiques, les sociétés, les associations de personnes et les groupements de biens bénéficiant d'exemptions en vertu du présent Article, devront être considérés comme ayant payé la totalité de l'impôt sur les biens.

8. Dans les cas visés à l'alinéa (b) du paragraphe 2 du présent Article, la société, ainsi que tout actionnaire qui estime que la société devrait être exonérée en considération de sa participation, seront en droit d'utiliser tous les recours légaux qui leur seront ouverts.

Article 7

Afin de proteger les intérêts des ressortissants étrangers, la législation ci-après sera maintenu en vigueur :

a) dans le domaine de la législation sur la reforme monétaire :

i) supprimé;

ii) les Lois de la Haute Commission Allié No. 57 (statut de certains établissements financiers aux termes de la législation sur la réforme monétaire) et No. 65 (portant troisième amendement à la législation sur la réforme monétaire) qui complètent amendent et interprètent les Lois de Convention:;

b) supprimé;

c) dans d'autres domaines :

i) supprimé;

ii) supprimé;

iii) la Loi No. 34 de la Haute Commission Alliée, portant application de la législation sur la réforme agraire aux biens des ressortissants non allemands, amendée par les Lois No. 50, 60, 64 et 72 de la Haute Commission Alliée; ces lois seront, toutefois, considérées comme étant à leur tour amendées comme suit :

1) Le délai d'un an à compter de la date de l'acquision, prévu au paragraphe 2 de l'Article 2 de la Loi No. 34 de la Haute Commission Alliée, ne s'applique. en ce qui concerne une acquision par héritage ou par disposition testamentaire, qu'a une acquisition ayant au lieu avant le 31 décembre 1952;

2. un propriétaire terrien dont l'appartenance à une nationalité non allemande a été contestée et puis, pour ce motif, n'a pas été en mesure de disposer de sa terre avant le 29 février 1952 en vertu du paragraphe 1 de l'Article 2 de la Loi No. 34 de la Haute Commission Alliée, peut en disposer dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il a été ou sera établi qu'il n'était pas de nationalité allemande;

3. les propriétaires terriens, qui possédaient à la fois la nationalité allemande et une nationalité non allemande, seront, au sens de ces lois, considérés comme ressortissants non allemands, si, à une époque quelconque entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945, leurs biens ont été soumis à l'une quelconque des dispositions de l'Ordonance allemande sur le Traitement des Biens Ennemis en date du 15 janvier 1940, de tous amendements à cette Ordonnance, ou de tout autre règlementation ayant des buts analogues. Dans ce cas, la cession de la terre sera autorisée jusqu'au 31 décembre 1952.

Article 8

1. La Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée, relative aux droits de propriété industrielle, littéraire et artistique des Nations Etrangères et de leurs ressortissants, amendée par les Lois Nos 30, 39, 41 et 66 de la Haute Commission Alliée, ainsi que la première et la seconde Ordonance en date du 8 mai 1950 et du 9 novembre 1950 portant application de la Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée (Bundesgesetzblatt, Seite 357 und Seite 785) seront maintenus en vigueur.

2. Toutefois, les dispositions de la Loi No. 8, amendée, de la Haute Commission Alliée, qui régissent le règlement des différends naissant de l'application de cette Loi, seront considérées comme amendées ainsi qu'il suit :

a) toute décision prononcée en dernière instance par l'Office des Brevets pu par son Grand Sénat, ou toute décision prononcée en première instance par les tribunaux de droit commun pourra faire l'objet d'un appel devant la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et Intérêts en Allemagne visée à l'Article 12 du présent Chapitre, conformément aux dispositions de ce même Article et de la Charte de la Commission Arbitrale;

b) les pouvoirs des Autorités d'Occupation au termes de la dernière phrase de l'Article 2 et du paragraphe 3 de l'Article 7 de la Loi No. 8 cesseront d'exister.

Article 9

1. Au sens du présent Chapitre, l'expression «Nations Unies» a la même signification que dans la Loi No. 54 de la Haute Commission Alliée, qui est maintenue en vigueur à cet effet.

2. Au sens du présent Chapitre, l'expression «ressortissants des Nations Unies» désigne, sauf dispositions contraires :

a) les personnes physiques qui sont ressortissants de l'une des Nations-Unies. Les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Nations–Unies et en même temps la nationalité allemande, seront considérées comme étant uniquement ressortissantes des Nations–Unies si, à un moment quelconque entre le 1er septembre 1939 et le 8 mai 1945, leurs biens en Allemagne ont été soumis à l'une des dispositions de l'Ordonnance allemande sur le Traitement des Biens

Ennemis, en date du 15 janvier 1940, de tous amendements à cette Ordonnance ou de toute autre règlementation ayant des buts analogues, à moins qu'elles n'en aient été exemptées par autorisation expresse du Ministre de la Justice du Reich;

b) les personnes morales ou associations de personnes constituées selon le droit de l'une des Nations–Unies.

Article 10

Si la République Fédérale conclut avec toute autre Puissance, en des matières couvertes par les Articles 1 à 9 inclus du présent Chapitre des arrangements plus favorables pour cette Puissance que les dispositions correspondantes de ces Articles, le bénéfice de ces nouvaux arrangements sera étendu automatiquement à toutes les Puissances bénéficiant des dispositions correspondantes desdits Articles.

Article 11

Dans l'attente qu'une telle politique sera appliquée par ces nations à l'égard de la République Fédérale, celle-ci déclare son intention de poursuivre une politique générale de non–discrimination à l'égard des Nations–Unies et de leurs ressortissants, ainsi qu'à l'égard des biens, droits et intérêts des Nations–Unies et de leurs ressortissants, et d'accorder en général le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée dans les questions affectant ces nations, leurs ressortissants et leurs biens, droits et intérêts, dans le domaine de l'établissement et de la navigation. La République Fédérale se déclare, en outre, prête à conclure avec les Nations–Unies des traités fondés sur ces principes.

Article 12

1. Les décisions suivantes sont susceptibles d'appel devant la Commission Arbitrale sur les Biens, Droits et intérêts en Allemagne, visée à l'Article 7 du Chapitre Cinquième de la présente Convention, conformément aux dispositions de la Charte de cette Commission sur demande adressée à la Commission par la partie intéressée dans les trente jours de la notification de la décision :

a) les décisions prises conformément à l'Article 1 du présent Chapitre par l'Autorité Fédérale Supérieure visée à l'Annexe au présent Chapitre;

b) les décisions d'un tribunal administratif de première instance en matière de traitement discriminatoire conformément à l'Article 3;

c) les décisions des tribunaux allemandes de première instance (juridiction de droit commun, juridictions administratives, tribunaux des finances ou autres tribunaux) relatives à l'application des Articles 2, 4 et 5;

d) les décisions, des tribunaux des finances de première instance conformément à l'Article 6;

e) les décisions des tribunaux de droit commun de première instance en matière de procédure contentieuse ou de juridiction gracieuse conformément à l'Article 7;

f) les décisions prononcées en dernière instance par l'Office allemand des Brevets ou par son Grand Sénat, conformément à la Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée, ou les décisions prononcées par des tribunaux de droit commun de première instance, conformément à cette Loi, aux termes de l'Article 8.

Les demandes d'appel en vertu de la dernière phrase de l'Article 2 et du paragraphe 3 de l'Article 7 de la Loi No. 8 de la Haute Commission Alliée, en instance à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention devant la Commission d'Appel en matière de Brevets, instituée par le Règlement No. 1 pris en application de la Loi No. 8 (amendée), sont transférées à la Commission Arbitrale et seront examinées par elle de la même manière que les demandes d'appel présenter en vertu du présent Article.

L'appel interjeté devant la Commission Arbitrale conformément aux alinéas (b) à (f) inclus du présent paragraphe n'interrompra pas le déroulement de la procédure devant les tribunaux allemands ou autorités allemandes sur les autres questions en litige. Toutefois, si la Commission le juge nécessaire pour protéger les intérêts de l'une des parties, elle peut ordonner de suspendre la procédure devant les tribunaux allemands ou les autorités allemandes jusqu'à ce qu'elle ait statué sur la question qui lui est soumise.

2. Si la partie affectée par une décision mentionnée dans les alinéas (b) à (f) inclus du paragraphe 1 du présent Article fait appel de cette décision devant un tribunal allemand au lieu d'en appeler à la Commission Arbitrale, cette partie ne peut ultérieurement interjeter appel devant la Commission Arbitrale contre la décision de l'instance supérieure allemande sur les points qui auraient pu faire l'objet d'u appel à la Commission Arbitrale. Si la décision de l'une des instances mentionnées dans les alinéas (b) à (f) inclus du paragraphe 1 n'a pas présenté les conditions requises pour faire l'objet d'un appel devant la Commission Arbitrale, mais si une instance supérieure allemande a rendu une décision qui, de l'avis de la partie en cause, viole les Articles du présent Chapitre mentionnés au paragraphe 1, cette partie peut faire appel de la décision de l'instance supérieure allemande devant la Commission Arbitrale.

3. La Commission sera ègalement autorisé à prononcer une décision dans les cas mentionnés au paragraphe 1 du présent Article lorsque le tribunal allemand ou l'autorité allemande compétent n'aura pas rendu de décision définitive un an après qu'un tel cas lui aura été soumis et lorsque la partie intéressée soumettra la question à la Commission pour décision, dans les trente jours suivant l'expiration de cette période d'une année.

4. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent Article, la Commission pourra prononcer une décision définitive; elle pourra aussi renvoyer l'affaire au tribunal ou à l'autorité intéressé, avec les instructions qu'elle estimera nécessaires ou appropriées.

5. Les décisions et les instructions de la Commission seront définitives et lieront tous les tribunaux allemands et toutes les autorités allemandes.

ANNEXE AU CHAPITRE DIXIEME

Paragraphe 1

1. Le Gouvernement Fédéral instituera une Autorité Fédérale Supérieure (Bundesoberbehörde) pour recevoir examiner et trancher les demandes de restitution et de restauration, conformément au paragraphe 2 de l'Article 1 du Chapitre qui précède. Le Gouvernement Fédéral peut émettre des règlements pour l'exécution des dispositions de la présente Annexe.

2. Tous les tribunaux allemands et autorités allemandes doivent conformément à l'Article 35 de la Loi Fondamentale, prêter une aide judiciaire et administrative à l'Autorité Fédérale Supérieure.

Paragraphe 2

1. Les demandes de restitution ou de restauration doivent être présentées à l'Autorité Fédérale Supérieure, soit par écrit, soit oralement à fin de prcès–verbal.

2. Ces demandes doivent comporter :

a) le prénom, le nom et l'adresse de l'ayant–droit et, le cas échéant, de la personne dont il tient ses droits;

b) l'indication de la mesure discriminatoire et des biens, droits ou intérêts touchés par cette mesure;

c) la nationalité de l'ayant-droit et, le cas échéant, celle de la personne dont il tient ses droits, à l'époque à laquelle la mesure discriminatoire est intervenue.

3. La demande doit comprendre, si possible, des renseignements sur la personne à qui les biens, droits ou intérêts ont été transférés et sur celle qui détient les biens, droits ou intérêts à la daté du dépôt de la demande.

4. De plus, doivent être joints, en original ou en copie certifiée conforme, tous les renseignements et toute les pièces dont dispose l'ayant-droits et qui concernent les biens, droits ou intérêts ainsi que les mesures discriminatoires dont ces derniers on fait l'objet. L'original doit être présenté sur demande.

Paragraphe 3

La procédure devant l'Autorité Fédérale Supérieure est exempte de frais, à moins qu'il ne s'agisse de demandes présentées à la légère (mutwillig) ou manifestement mal fondées.

Paragraphe 4

1. L'autorité Fédérale Supérieure procède d'office (von Amts-wegen) à toutes les enquêtes nécessaires. Elle peut à cet effet procéder à la recherche de preuves et, en particulier, procéder ou faire procéder par un tribunal à l'audition de témoins, d'experts ou de parties intéressées. Chaque fois qu'il apparaît nécessaire de faire prêter serment, ce serment doit être prêté devant un tribunal. L'Autorité Fédérale Supérieure est compétente pour recevoir toute déclaration écrite tenant lieu de serment (eidesslaltliche Versicherung).

2. Sont considérées comme parties intéressés, outre l'ayant droit, toutes personnes dont les droits seraient affectés par la restitution ou la restauration.

3. Les parties intéressées doivent se voir accorder la possibilité d'exposer leur point de vue. Elles peuvent se faire représenter par des agents ou des conseils. Elles doivent être avisées des audiences fixées pour les auditions prévues dans la seconde phrase de l'alinéa 1 du présent paragraphe, et peuvent assister à ces audiences. Les pièces soumises par l'une des parties intéressées doivent être communiquées aux autres parties.

Paragraphe 5

L'Autorité Fédérale Supérieure peut, lorsque la réalisation du droit à restitution et à restauration lui paraît menacée, ordonner toutes mesures conservatoires nécessaires à la sauvegarde des biens, droits ou intérêts en cause.

Paragraphe 6

L'Autorité Fédérale Supérieure doit s'efforcer de provoquer un arrangement à l'amiable entre les parties intéressées. Tout compromis intervenu entre les parties intéressées doit faire l'objet d'un procès-verbal

Paragraphe 7

Les décisions dd l'Autorité Fédérale Supérieure doivent être motivées par écrit et notifiées aux personnes intéressées.

Paragraphe 8

1. L'Autorité Fédérale Supérieure prend toutes mesures nécessaires à la restitution et à la restauration, ou arrête les mesures que doit prendre l'autorité compétente selon les circonstances.

2. L'Autorité Fédérale Supérieure et en particulier habilitée à ordonner, dans la mesure nécessaire à la restitution et à la restauration, des expropriations au profit de la République Fédérale, qui se chargera de la restitution et de la restauration. Une loi fédérale règlera la nature et le montant de l'indemnisation des personnes atteintes par l'expropriation.

ΧΑΡΤΗΣ

τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν Περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ.

ΜΕΡΟΣ Ι.

Διάρκεια, Ἕδρα, Σύνθεσις καὶ Ὀργάνωσις.

Ἄρθρον 1.

Ι. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾶται διὰ δεκαετῆ περίοδον, ἀρξαμένην ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Χάρτου.

ΙΙ. Ἡ περίοδος αὕτη δύναται νὰ συντμηθῇ ἢ νὰ παρατηθῇ διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας (καλουμένων ἐφεξῆς «αἱ Τρεῖς Δυνάμεις») καὶ τῆς Γερμανικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας καλουμένων ἐφεξῆς, πασῶν ὁμαδικῶς («τὰ ὑποφαινόμενα Κράτη»).

ΙΙΙ. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς περιόδου ταύτης, ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐξακολουθήσει λειτουργοῦσα πρὸς περάτωσιν τοῦ διακανονισμοῦ τῶν ἐνώπιον αὐτῆς διατελουσῶν ὑπὸ κρίσιν ὑποθέσεων κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἑδρεύει ἐν τῇ ἕδρᾳ τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου περὶ οὗ ἐν ἄρθρῳ 9 τῆς Συμβάσεως περὶ τῶν Σχέσεων μεταξὺ τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ τῆς Γερμανικῆς Ὁμοσπανδιακῆς Δημοκρατίας. Δύναται ὅμως ἡ Ἐπιτροπὴ ὅπως ἑδρεύῃ καὶ ἀσκῇ τὰ καθήκοντά της ἀλλαχοῦ ὁσάκις κρίνει τοῦτο ἐπιθυμητόν.

Ἄρθρον 3.

Ι. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποτελεῖται ἐξ ἐννέα μονίμων μελῶν, ἅτινα δέον ὅπως πληροῦν πάντας τοὺς ἀπαιτουμένους ὅρους διὰ τὸν διορισμόν των εἰς δικαστικὰς θέσεις ἐν ταῖς οἰκείαις αὐτῶν χώραις, ἢ ὅπως κέκτηνται ἰσάξια προσόντα.

ΙΙ. Τὰ ἐννέα μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς διορίζονται ὡς ἀκολούθως :

α) τρία μέλη διορίζονται παρὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Τριῶν Δυνάμεων, ἤτοι ἓν μέλος παρ' ἑκάστης ἐξ αὐτῶν.

β) τρία μέλη διορίζονται παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως.

γ) τρία μέλη (ἐφεξῆς καλούμενα «τὰ οὐδέτερα μέλη») μὴ ὄντα ὑπήκοοι Κράτους μετασχόντος τοῦ πολέμου, διορίζονται διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως.

ΙΙΙ. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλουν κοινοποιήσει, τὸ ἀργότερον τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Χάρτου, τὰ ὀνόματα τῶν παρ' αὐτῶν διοριζομένων πρώτων μελῶν. Ἐντὸς τῆς αὐτῆς προθεσμίας αἱ Κυβερνήσεις τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλουν συμφωνήσει ἐπὶ τῶν ὀνομάτων τῶν τριῶν οὐδετέρων μελῶν. Ἂν κατὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ταύτης ἓν ἢ πλείονα οὐδέτερα μέλη δὲν διωρίσθησαν, αἱ Κυβερνήσεις τῶν Τριῶν Δυνάμεων ἢ ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δύνανται ὅπως ζητήσουν παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ὅπως προβῇ εἰς τὸν διορισμόν των.

ΙV. Ὁ διορισμὸς πρὸς πλήρωσιν κενουμένης θέσεως θέλει ἐνεργηθῇ κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον καθ' ὃν ἐγένετο ὁ διορισμὸς τοῦ ἤδη ἀντικαθιστωμένου μονίμου μέλους. Πλὴν ὅμως ἂν μία ἕδρα ἧς ὁ κάτοχος τυγχάνει διοριστέος παρά τινος ἐκ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Τριῶν Δυνάμεων ἢ παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως, παραμείνῃ κενὴ πέραν τοῦ μηνός, αἱ Κυβερνήσεις τῶν τριῶν Δυνάμεων ἢ ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δύνανται νὰ ζητήσουν παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ὅπως διορίσῃ πρόσκαιρον ἀναπληρωτὴν μὴ ὄντα ὑπήκοον Κράτους μετασχόντος τοῦ Πολέμου, ὅστις θέλει παραμείνῃ ἐν ὑπηρεσίᾳ ἐπὶ ἓξ μῆνας, ἢ μέχρι τοῦ διορισμοῦ μέλους κατὰ τὸν κανονικὸν τρόπον, ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ τοιοῦτος διορισμὸς λάβῃ χώραν μόνον μετὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ταύτης

Ὅταν τὸ πρὸς ἀντικατάστασιν μέλος τυγχάνῃ, οὐδέτερον τοιοῦτον, αἱ Κυβερνήσεις τῶν Τριῶν Δυνάμεων ἢ ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δύνανται νὰ ζητήσουν παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ὅπως προβῇ εἰς τὸν διορισμόν, ἂν ἡ ἐν ἐδαφίῳ (γ) παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένη συμφωνία δὲν ἐπετεύχθη ἐντὸς πενθημέρου ἐνὸς μηνὸς ἀφ' ἧς ἐκενώθη ἡ θέσις.

V. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται, δι' ἀποφάσεως τῆς πλειοψηφίας, ὅπως κηρύξῃ κενωθεῖσαν τὴν θέσιν, ὅταν κατὰ τὴν γνώμην αὐτῆς ἓν ἐκ τῶν μελῶν της παρέλειψε ἢ ἠρνήθη ἄνευ εὐλόγου αἰτίας, ὅπως συμμετάσχῃ συνεδριάσεως ἐπὶ ὑποθέσεως δι' ἣν διωρίσθη.

VI. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς Κράτους προσχωρήσαντος εἰς τὸν παρόντα Χάρτην συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 17 αὐτοῦ, δύναται ὅπως διορίσῃ πάρεδρον μέλος διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν. Πᾶν πάρεδρον μέλος δέον ὅπως πληροῖ τοὺς ἐν παραγράφῳ 1 ἀναφερομένους ὅρους, θὰ ὑπόκειται δὲ εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ Κυβέρνησις ἡ διορίζουσα πάρεδρον μέλος δύναται νὰ πληρώσῃ κενωθεῖσαν θέσιν διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν.

VII. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς διοικητικὰς ὑπηρεσίας, ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει χρησιμοποιήσει τὰς ὑπηρεσίας τῆς Γραμματείας τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 4.

I. Τὰ μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς διορίζονται διὰ τὴν διάρκειαν τῆς Ἐπιτροπῆς, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος Χάρτου προβλεπομένης συμπληρωματικῆς περιόδου. Τὰ πάρεδρα μέλη δύνανται νὰ διορισθοῦν διὰ βραχυτέραν περίοδον ἢ δι' ἰδιαιτέραν τινὰ περίπτωσιν.

II. Εἰς τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς οὐδεμία ἐπιτρέπεται ἀπασχόλησις ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν κανονικὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων των, οὐδὲ δύνανται ταῦτα ὅπως συμμετάσχουν εἰς τὸν διακανονισμὸν οἱασδήποτε ὑποθέσεως ἂν περὶ αὐτῆς προγενεστέρως ἠσχολήθησαν ὑπὸ ἄλλην ἰδιότητα, ἢ ἂν ἔχουν ἄμεσον συμφέρον εἰς τὴν ὑπόθεσιν. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἀποφανθῇ ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεως ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης παραγράφου.

III. α) Κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ἐντολῆς των, τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ χαίρουν τῆς δικαστικῆς ἀσυλίας ὡς πρὸς τὰς ἐνεργείας των ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των.

β) Τὰ μὴ γερμανικῆς ἐθνικότητος μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς χαίρουν ἐπὶ πλέον, ἐπὶ τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους, τῶν αὐτῶν προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὲρ τῶν μελῶν τῶν διπλωματικῶν ἀποστολῶν. Ἂν συνεδριάσεις λάβουν χώραν ἢ ἐπίσημοι πράξεις τελεσθοῦν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τινὸς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων, τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς, ἅτινα δὲν τυγχάνουν ὑπήκοοι τῆς χώρας ἐν ᾗ λαμβάνει χώραν ἡ συνεδρίασις ἢ τελεῖται ἡ πρᾶξις, χαίρουν ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν.

IV. Πᾶν μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς ὀφείλει, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ὑπηρεσίας του, ὅπως ἐν δημοσίᾳ συνεδριάσει δώσῃ τὴν ὑπόσχεσιν ὅτι θέλει ἀσκήσει τὰ καθήκοντά του μετὰ πλήρους ἀμεροληψίας καὶ ἐν πάσῃ συνειδήσει.

V. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος Χάρτου, οὐδὲν μέλος δύναται νὰ ἀνακληθῇ πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἐντολῆς του, εἰμὴ κατόπιν συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως, ἢ

α) προκειμένου περὶ μέλους διορισθέντος παρὰ τῆς Κυβερνήσεως Κράτους προσχωρήσαντος εἰς τὸν Χάρτην, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης.

β) προκειμένου περὶ μέλους διορισθέντος παρὰ τοῦ Προέδρου τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, συναινοῦντος τοῦ τελευταίου τούτου.

VI. Πᾶν μέλος δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, ὅπως παραιτηθῇ τῶν καθηκόντων του ἀφοῦ ἐπιδώσῃ ὑπογεγραμμένην προειδοποίησιν εἰς τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὰς Κυβερνήσεις παρ' ὧν διωρίσθη ὡς καὶ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Ἐπιτροπῆς, πλὴν ὅμως, ἐκτὸς ἀντιθέτου συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες διώρισαν αὐτὸ καὶ τοῦ Προέδρου, ὀφείλει τοῦτο ὅπως ἐξακολουθήσῃ ἀσκοῦν τὰ καθήκοντά του μέχρι τῆς πραγματικῆς ἀντικαταστάσεώς του.

Ἄρθρον 5.

I. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐκλέγει τὸν πρόεδρον αὐτῆς διὰ δύο ἔτη, μεταξὺ τῶν τριῶν οὐδετέρων μελῶν. Ὁ Πρόεδρος δύναται νὰ ἐπανεκλεγῇ. Ἂν ὁ Πρόεδρος παύσῃ νὰ ἀποτελῇ μέλος τῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐκλέγει νέον Πρόεδρον, ἀφοῦ διορισθῇ ὁ διαδεχόμενος αὐτὸν ὡς μέλος.

Τὰ λοιπὰ οὐδέτερα μέλη εἶναι Ἀντιπρόεδροι.

II. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται ὑπὸ τὴν προεδρίαν τοῦ Προέδρου ἢ τινος ἐκ τῶν Ἀντιπροέδρων, εἴτε ἐν ὁλομελείᾳ, εἴτε κατὰ τριμελῆ Τμήματα.

III. Ἡ ὁλομέλεια συμπεριλαμβάνει, κατ' ἀρχήν, πάντα τὰ μόνιμα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς. Διὰ τὴν ἐγκυρότητα τῶν συνεδριάσεών της ἀπαιτεῖται ἀπαρτία πέντε μελῶν, δὲν δύναται δὲ νὰ συνεδριάσῃ αὕτη εἰμὴ διὰ περιττοῦ ἀριθμοῦ μελῶν, ἐν πάσῃ περιπτώσει δέον ὅπως συμπεριλαμβάνῃ ἴσον ἀριθμὸν μελῶν διορισθέντων παρὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Τριῶν Δυνάμεων καὶ τοιούτων διορισθέντων παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως, καὶ τουλάχιστον ἓν οὐδέτερον μέλος. Τὰ πάρεδρα μέλη δὲν θέλουν συμμετέχει τῶν συνεδριάσεων τῆς ὁλομελείας.

IV. α) Τὰ Τμήματα ἀποτελοῦνται ἐξ ἑνὸς μέλους ἐκ τῶν διορισθέντων παρὰ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Τριῶν Δυνάμεων, ἑνὸς ἐκ τῶν διορισθέντων παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως καὶ ἑνὸς οὐδετέρου μέλους. Ἡ Ἐπιτροπή, συνεδριάζουσα ἐν ὁλομελείᾳ, κατανέμει τὰ μέλη μεταξὺ τῶν Τμημάτων, καθορίζει τὰς κατηγορίας ὑποθέσεων δι' ἃς τὰ Τμήματα ἔχουν ἁρμοδιότητα, ἢ ἀναθέτει εἰς ἓν Τμῆμα μίαν ὡρισμένην ὑπόθεσιν. Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ παρόντος Χάρτου, πᾶσα ἀπόφασις ἐκδιδομένη ὑπὸ Τμήματός τινος ἐπὶ ὑποθέσεως ἀνατεθείσης εἰς αὐτὸ θέλει θεωρηθῇ ὡς ὁριστικὴ ἀπόφασις ἐκδιδομένη ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ὁσάκις ἐν ὑποθέσει ἐξεταζομένῃ ἐνώπιον Τμήματός τινος, εἷς ἐκ τῶν διαδίκων τυγχάνει μία ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων ἢ τις ἐκ τῶν ὑπηκόων αὐτῆς ἢ ἐκ τῶν ἐν αὐτῇ διαμενόντων, τὸ διορισθὲν παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Δυνάμεως ταύτης μέλος θέλει συνεδριάσει ἐν τῷ Τμήματι τούτῳ, ἐκτὸς ἂν ἄλλως ἀποδεχθῇ ὁ ἐν λόγῳ διάδικος.

γ) Ὁσάκις ὑπόθεσις πλὴν τῶν ἐν ἐδαφίῳ (β) τῆς παρούσης παραγράφου ἀναφερομένων ἐξετάζεται ἐνώπιον Τμήματός τινος:

ι) Ὅταν εἷς ἐκ τῶν διαδίκων τυγχάνῃ Κράτος ἐκ τῶν προσχωρησάντων εἰς τὸν Χάρτην, ἤ τις ἐκ τῶν ὑπηκόων του ἢ ἐκ τῶν ἐν αὐτῷ διαμενόντων, τὸ μέλος τὸ διορισθὲν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων θέλει, τῇ αἰτήσει τοῦ Κράτους τούτου ἀπευθυνομένῃ πρὸς τὸν Πρόεδρον, ἀντικατασταθῇ διὰ τοῦ παρέδρου μέλους τοῦ διορισθέντος ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους,

ιι) ὅταν πλείονες ἐκ τῶν διαδίκων τυγχάνουν Κράτη προσχωρήσαντα εἰς τὸν Χάρτην, ἢ ὑπήκοοι αὐτῶν ἢ διαμένοντες ἐν αὐτοῖς, τὰ ἐν λόγῳ Κράτη, ὑπήκοοι ἢ διαμένοντες δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῆς ἀντικαταστάσεως τοῦ μέλους τοῦ διορισθέντος ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων διά τινος ἐκ τῶν παρέδρων μελῶν τῶν διορισθέντων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν, τῆς ἀντικαταστάσεως ταύτης ἐνεργουμένης τῇ αἰτήσει τῶν Κρατῶν τούτων. Ἐλλείψει τοιαύτης συμφωνίας, τὸ μέλος τὸ διορισθὲν παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων θέλει συμμετάσχει τῆς συνεδριάσεως τοῦ Τμήματος.

V. Αἱ συνεδριάσεις εἶναι δημόσιαι, ἐκτὸς ἂν ἄλλως ἀποφασίσῃ ἡ Ἐπιτροπή. Αἱ συσκέψεις τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι καὶ παραμένουν μυστικαί, καθὼς καὶ τὰ γεγονότα ὧν ἔλαβεν αὐτὴ γνῶσιν κεκλεισμένων τῶν θυρῶν.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ.

Ἁρμοδιότης, Ἐξουσία καὶ ἐφαρμοστέον δίκαιον.

Ἄρθρον 6.

Ι. Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἁρμοδία ἵνα ἀποφανθῇ ἐπὶ τῶν διαφορῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 7 τοῦ Κεφαλαίου Πέμπτου καὶ ἐν ἄρθρῳ 12 τοῦ Κεφαλαίου Δεκάτου τῆς Συμβάσεως περὶ διακανονισμοῦ ζητημάτων προκυψάντων ἐκ τοῦ πολέμου καὶ τῆς κατοχῆς (ἐφεξῆς καλουμένης «ἡ Σύμβασις»). Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 ἄρθρου 9 τοῦ Χάρτου τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου καὶ τοῦ ἄρθρου 10 τοῦ αὐτοῦ Χάρτου, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀποφανθῇ ἐπὶ θεμάτων ἀφορώντων τὴν ἔκτασιν τῆς ἁρμοδιότητός της. Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ζητήσῃ παρὰ τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὅπως παράσχῃ, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 25 τοῦ Χάρτου τοῦ Δικαστηρίου τούτου, συμβουλευτικὴν γνωμάτευσιν ἐπὶ τῆς ἐκτάσεως τῆς ἁρμοδιότητος τῆς Ἐπιτροπῆς.

ΙΙ. Ἡ εἰς πρῶτον βαθμὸν ἢ ἐπ' ἐφέσει, κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἁρμοδιότης τῆς Ἐπιτροπῆς ὡς πρὸς τὰς εἰς τὴν δικαιοδοσίαν της ὑπαγομένας διαφοράς, εἶναι ἀποκλειστική, μηδενὸς δικαστηρίου τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν ἢ οἱουδήποτε ἄλλου Κράτους. μηδ' ἄλλου ἐθνικοῦ ἢ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ ἔχοντος ἁρμοδιότητα ὡς πρὸς τὰς διαφορὰς ταύτας.

ΙΙΙ. Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπίσης ἁρμοδία, ἵνα ἀποφανθῇ ἐπὶ παντὸς ἄλλου θέματος, ὅπερ ἤθελεν ὑποβληθῇ καθ' οἱανδήποτε χρόνον εἰς αὐτὴν διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν. Ἂν τὸ θέμα τοῦτο ἐνδιαφέρῃ κατ' ἄμεσον τρόπον Κράτος προσχωρῆσαν εἰς τὸν Χάρτην, ἀπαιτεῖται καὶ τοῦ Κράτους τούτου ἡ συναίνεσις.

ΙV. Αἱ ὑποκείμεναι εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Ἐπιτροπῆς διαφοραὶ δύνανται νὰ ὑποβληθῶσιν αὐτῇ ὑπὸ παντὸς Ὑποφαινομένου Κράτους ἢ παντὸς Κράτους προσχωρήσαντος εἰς τὸν παρόντα Χάρτην, ἢ ὑπὸ τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους τούτου ἢ τῶν διαμενόντων ἐν αὐτῷ, ἢ ὑπὸ τῶν ὑπηκόων ἢ διαμενόντων πάσης ἐδαφικῆς ὀντότητος διοικουμένης ἢ ἐλεγχομένης ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου ἢ διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῆς ὁποίας τὸ Κράτος τοῦτο τυγχάνει ὑπεύθυνον, ἢ ὑπὸ παντὸς νομικοῦ προσώπου συσταθέντος δυνάμει τῶν νόμων τοῦ Κράτους τούτου ἢ τῆς ἐδαφικῆς ὀντότητος ταύτης.

V. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀποφανθῇ ἐπὶ τῶν νομικῶν ζητημάτων ὡς καὶ ἐπὶ τῶν πραγματικῶν περιστατικῶν.

Ἄρθρον 7.

Ι. Ἡ Ἐπιτροπή, ἢ ἐν περιπτώσει ἐπειγούσης ἀνάγκης ὁ Πρόεδρος δύναται νὰ διατάξῃ, πρὸς διαφύλαξιν τοῦ δικαιώματος ἑκάστου διαδίκου, πᾶν ἀναγκαιοῦν προσωρινὸν μέτρον ἐν ἀναμονῇ τῆς ὁριστικῆς ἀποφάσεως. Πᾶσα διαταγὴ ἐκδιδομένη ὑπὸ τοῦ Προέδρου δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ ἐπικυρωθῇ, τροποποιηθῇ ἢ ἀκυρωθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐντὸς προθεσμίας ἑβδομήκοντα δύο ὡρῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεώς της εἰς τοὺς διαδίκους.

ΙΙ. Πᾶς διάδικος οὗ τὰ δικαιώματα θίγονται διὰ τοιαύτης διαταγῆς τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τοῦ Προέδρου καὶ ὅστις δὲν ἠκούσθη πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς διαταγῆς ταύτης, δύναται ὅπως ὑποβάλῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν αἴτησιν τροποποιήσεως ἢ ἀκυρώσεως τῆς ἐν λόγῳ διαταγῆς, καθ' ὃν χρόνον καὶ ὑφ' οὓς ὅρους ἤθελον προβλέψει οἱ κανόνες διαδικασίας περὶ ὧν ἐν ἄρθρῳ 14 τοῦ παρόντος Χάρτου.

Ἄρθρον 8.

Πρὸς ἔκδοσιν τῶν ἀποφάσεών της ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐφαρμόζει τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῆς νομοθεσίας ἣν ἡ Σύμβασις κατέστησεν ἐφαρμοστέαν. Ὁσάκις παραστῇ ἀνάγκη συμπληρώσεως ἢ ἑρμηνείας τῶν διατάξεων τούτων, ἢ ἐλλείψει ἐφαρμοστέων διατάξεων, ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐφαρμόσει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τοῦ διεθνοῦς δικαίου, τῆς δικαιοσύνης καὶ τῆς εὐθυδικίας.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ.

Διαδικασία.

Ἄρθρον 9.

Ι. Αἱ ἐπίσημοι γλῶσσαι τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ γαλλική, ἡ ἀγγλικὴ καὶ ἡ γερμανική. Δύναται ὅμως ὁ Πρόεδρος, συναινούντων τῶν διαδίκων, νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως μία μόνον τῶν γλωσσῶν τούτων, ἢ δύο ἐξ αὐτῶν χρησιμοποιηθοῦν κατὰ τὴν διαδικασίαν ὑποθέσεως τινος.

ΙΙ. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκδίδονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας.

Ἄρθρον 10.

Αἱ διαφοραὶ εἰσάγονται πρὸ τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ γραπτῆς αἰτήσεως περιεχούσης ἔκθεσιν τῶν προκαλεσάντων τὴν διαφορὰν γεγονότων καθὼς καὶ τῶν ἐπικαλουμένων παρὰ τοῦ ἐνάγοντος ἐπιχειρημάτων. Ἐκτὸς ἂν ἄλλως ἀποφασίσῃ ἡ Ἐπιτροπή, ὁ ἐναγόμενος ὀφείλει ὅπως προσαγάγῃ τὴν ἀπαντητικήν του ἔκθεσιν ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τῆς αἰτήσεως. Δύναται ἐνδεχομένως ἡ Ἐπιτροπὴ νὰ καλέσῃ τοὺς διαδίκους ὅπως προσαγάγουν συμπληρωματικὰς ἐκθέσεις.

Ἄρθρον 11.

Ι. Κράτος διάδικον ἔν τινι διαφορᾷ ὑποβληθείσῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐκπροσωπεῖται ἐνώπιον αὐτῆς διὰ πληρεξουσίου, δύναται δὲ νὰ τύχῃ τῆς συμπαραστάσεως δικηγόρου.

ΙΙ. Τὰ φυσικὰ πρόσωπα δύνανται ὅπως ἐκθέσουν τὴν ὑπόθεσίν των ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς εἴτε παριστάμενα αὐτοπροσώπως, εἴτε ἐκπροσωπούμενα ὑπὸ δικηγόρου. Τὰ νομικὰ πρόσωπα δύνανται ὅπως ἐκθέσουν τὴν ὑπόθεσίν των δι' ἐξουσιοδοτημένων ἐκπροσώπων ἢ διὰ δικηγόρου.

ΙΙΙ. Εἰς πάντα πληρεξούσιον Κυβερνήσεως ἐπιτρέπεται ὅπως ἐκθέσῃ προφορικῶς ἢ γραπτῶς ἐπιχειρήματα καὶ προτάσεις ὑπὲρ τῶν ὑποθέσεων ἐν αἷς διάδικος τυγχάνει ὑπόκοος τοῦ Κράτους του ἢ πρόσωπον διαμένον ἐν αὐτῷ.

ΙV. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ καθορίσῃ τοὺς ὅρους οὓς ὁ δικηγόρος ὀφείλει ὅπως πληροῖ ἵνα γίνῃ δεκτός.

V. Οἱ ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερόμενοι πληρεξούσιοι, δικηγόροι καὶ ἐκπρόσωποι χαίρουν τῆς δικαστικῆς ἀσυλίας ὡς πρὸς τὰς ἐνεργείας των ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των. Τὰ αὐτοπροσώπως παριστάμενα φυσικὰ πρόσωπα χαίρουν ἀναλόγου εὐεργετήματος.

Ἄρθρον 12.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν προσκόμισιν ἐγγράφων καὶ πάσης ἄλλης ἀποδείξεως καθὼς καὶ τὴν ἀκρόασιν μαρτύρων, καὶ νὰ διατάξῃ πραγματογνωμοσύνας καὶ διακρίσεις. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ζητήσῃ τὴν συνδρομὴν τῶν δικαστηρίων παντὸς Ὑποφαινομένου Κράτους ἢ προσχωρήσαντος τοιούτου εἰς τὸν παρόντα Χάρτην.

Ἄρθρον 13.

Ι. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς ἐκδίδονται ὑπὸ μορφὴν δικαστικῶν ἀποφάσεων ἢ διαταγῶν, λαμβανόμεναι διὰ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρόντων μελῶν.

ΙΙ. Ὑπὸ τὴν μόνην ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 9 καὶ τῆς παραγράφου 2 τοῦ Χάρτου τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὡς καὶ τοῦ ἄρθρου 10 τοῦ αὐτοῦ Χάρτου, ἅπασαι αἱ ὁριστικαὶ ἀποφάσεις καὶ διαταγαὶ τῆς Ἐπιτροπῆς θέλουν δεσμεύει πάντας τοὺς διαδίκους, οὐδεμία δὲ δύναται νὰ ἀσκηθῇ κατ' αὐτῶν προσφυγή.

ΙΙΙ. Αἱ ἀποφάσεις ἐκδίδονται γραπτῶς καὶ ἐν δημοσίᾳ συνεδριάσει. Περιέχουν ἔκθεσιν τῶν γεγονότων καὶ εἶναι ἠτιολογημέναι.

ΙV. Αἱ ὁριστικαὶ ἀποφάσεις αἱ λαμβανόμεναι παρὰ τῆς ἐν ὁλομελείᾳ συνεδριαζούσης Ἐπιτροπῆς εἶναι ἀνεπίδεκτοι προσφυγῆς. Ἡ ὁριστικὴ ἀπόφασις ἐπὶ ὑποθέσεως ἀνατεθείσης εἰς ἓν Τμῆμα δέον ὅπως ληφθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐν ὁλομελείᾳ, ἐφ' ὅσον τὸ Τμῆμα, πρὶν ἡ ἐκδώσῃ ὁριστικὴν

ἀπόφασιν, ἀποφασίζει ὅπως παραπέμψῃ τὴν ὑπόθεσιν ἐνώπιον τῆς ὁλομελείας.

V. Κατὰ τῶν ἀποφάσεων τῶν Τμημάτων δύναται κατόπιν ἀδείας τοῦ ἐκδώσαντος Τμήματος ἡ τῆς Ὁλομελείας, ὅπως ἀσκηθῇ ἔφεσις, ἐπὶ τῶν Νομικῶν θεμάτων, ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς συνεδριαζούσης ἐν ὁλομελείᾳ. Ἡ ἄδεια ἐφέσεως δέον ὅπως ζητηθῇ ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐγγράφου κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως εἰς τὸν διάδικον. Ἡ ἄδεια αὕτη θέλει ἀτονήσει ἂν ἡ ἔφεσις δὲν ἠσκήθη ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας χορηγήσεως τῆς ἀδείας.

VI. Ἔφεσις δύναται ἐν πάσῃ περιπτώσει νὰ ἀσκηθῇ ἐνώπιον τῆς Ὁλομελείας τῆς Ἐπιτροπῆς ἡ ἐνώπιον Τμήματος, κατὰ πάσης ἀποφάσεως ληφθείσης παρ' ἑνὸς μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς συνεδριάζοντος ὡς μονομελὲς δικαστήριον. Ἡ ἔφεσις αὕτη δύναται νὰ ἀσκηθῇ ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως εἰς τὸν διάδικον.

VII. Ἡ ἀναθεώρησις ὁριστικῆς ἀποφάσεως δύναται νὰ ζητηθῇ ἀπὸ τὴν Ἐπιτροπὴν λόγῳ ἀνακαλύψεως γεγονότος δυναμένου νὰ ἀσκήσῃ ἀποφασιστικὴν ἐπήρειαν καὶ τὸ ὁποῖον ἦτο, πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως, ἄγνωστον εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν καὶ εἰς τὸν διάδικον τὸν αἰτοῦντα τὴν ἀναθεώρησιν. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνεδριάζουσα ἐν ὁλομελείᾳ ἀποφασίζει ἂν ἡ ἀναθεώρησις εἶναι δικαιολογημένη.

Ἄρθρον 14.

I. Ἡ διαδικασία περιλαμβάνει γραπτὴν φάσιν καὶ προφορικὴν τοιαύτην. Ἡ προφορικὴ διαδικασία δύναται νὰ ἀπαλειφθῇ τῇ αἰτήσει ἀμφοτέρων τῶν διαδίκων.

II. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει καθορίσει, ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος Χάρτου, τοὺς ἰδίους αὐτῆς κανόνας διαδικασίας. Οὗτοι δύνανται ἰδίως νὰ προβλέψουν τὴν περίπτωσιν τῶν ἐρήμην ἐκδιδομένων ἀποφάσεων, ὅταν τις τῶν διαδίκων δὲν προσέλθῃ ἢ δὲν προσαγάγῃ ἔκθεσιν. Οἱ κανόνες οὗτοι δύνανται ἐπίσης νὰ προβλέψουν τὸν διορισμὸν μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸς ἀνάθεσιν εἰς αὐτὸ εἰδικῶν καθηκόντων.

Ἄρθρον 15.

I. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ καθορίσῃ τὴν διαδικασίαν ὑπολογισμοῦ τῶν δικαστικῶν δαπανῶν, συμπεριλαμβανομένης καὶ διαδικασίας ἐπιτρεπούσης εἰς τὸν ἐνάγοντα ἢ τὸν ἐναγόμενον ὅπως τύχῃ τοῦ εὐεργετήματος πενίας.

II. Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἕκαστος διάδικος θέλει καταβάλλει τὰς ἰδίας αὐτοῦ δαπάνας. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ὅμως, εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, ὁπότε θέλει συμπεριλάβει ἐν τῇ ἀποφάσει της τὴν σχετικὴν αἰτιολογίαν, ὅπως ἀποφανθῇ καὶ ἐπὶ τῶν δαπανῶν, ἐσάκις κριθῇ ὅτι τὴν διαδικασίαν χαρακτηρίζει κακὴ πίστις ἢ στρεψοδικία.

ΜΕΡΟΣ IV.

Διοίκησις καὶ ἔξοδα.

Ἄρθρον 16.

I. Ἕκαστον τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν καὶ πᾶν Κράτος προσχωροῦν εἰς τὸν παρόντα Χάρτην θέλει ὑποστῇ ὁλόκληρον τὸ βάρος τῶν ἀποδοχῶν καὶ ἀποζημιώσεων ἑκάστου τῶν παρ' αὐτοῦ διοριζομένων μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

II. Τὰ ἔξοδα λειτουργίας τῆς Ἐπιτροπῆς (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἀποδοχῶν καὶ ἀποζημιώσεων τῶν οὐδετέρων μελῶν) θέλουν ὑποστῇ ἐν ἴσῃ μοίρᾳ ἀφ' ἑνὸς μὲν αἱ Τρεῖς Δυνάμεις, ἀφ' ἑτέρου δὲ ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία.

III. Τὰ ἐνδιαφέροντα τὴν Ἐπιτροπὴν διοικητικὰ θέματα, ἡ στέγασις τῆς Ἐπιτροπῆς, τῶν μελῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς, αἱ ἀπυδοχαὶ καὶ ἀποζημιώσεις τῶν οὐδετέρων μελῶν, ὡς καὶ ὁ διορισμὸς τοῦ προσωπικοῦ καὶ αἱ ἀποδοχαί του, θέλουν ρυθμισθῇ δ' ἐπικουρικοῦ διοικητικοῦ συμφώνου μεταξὺ τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν.

ΜΕΡΟΣ V.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 17.

I. Ὁ παρὼν Χάρτης θέλει ἀρχίσει ἰσχύων κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

II. Πᾶν Κράτος δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὸν παρόντα Χάρτην, διὰ γραπτῆς κοινοποιήσεως τῆς τοιαύτης ἀποφάσεώς του ἐπιδιδομένης εἰς ἕκαστον τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, καὶ διὰ τῆς καταθέσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεως εἰς τὸν παρόντα Χάρτην. Ὁ παρὼν Χάρτης θέλει δεσμεύει πᾶν προσχωροῦν Κράτος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεως.

III. Πᾶν Κράτος προσχωροῦν εἰς τὸν παρόντα Χάρτην θέλει ὡς ἐκ τούτου θεωρηθῇ ὡς συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ μεταξὺ τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν συναφθὲν σύμφωνον τὸ περιεχόμενον ἐν Κεφαλαίῳ Πέμπτῳ καὶ δεκάτῳ τῆς Συμβάσεως.

IV. Πᾶν Κράτος προσχωροῦν εἰς τὸν παρόντα Χάρτην ἀναγνωρίζει ἑαυτὸ δεσμευμένον διὰ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου τῶν ληφθεισῶν συμφώνως τῇ παραγράφῳ 2 ἄρθρου 9 τοῦ Χάρτου αὐτοῦ, ὡς πρὸς τὴν ἔκτασιν τῆς ἁρμοδιότητος τῆς Ἐπιτροπῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΕΜΠΤΟΝ

Ἐξωτερικαὶ Ἀποδόσεις.

Ἄρθρον 1.

I. Ἅμα τῇ ἐνάρξει τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως. ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία θέλει συστήσει καὶ καταρτίσει διοικητικὸν ὄργανον τοῦ ὁποίου θέλει αὕτη προσλάβει τὸ προσωπικὸν καὶ εἰς ὃ θέλει ἀνατεθῇ κατὰ τὰ ἐν τῷ παρόντι Κεφαλαίῳ καὶ τῷ Συνημμένῳ αὐτοῦ προβλεπόμενα, ἡ ἀναζήτησις, ἡ ἀνάληψις καὶ ἡ ἀπόδοσις τῶν τιμαλφῶν, ἀργυρῶν σκευῶν καὶ ἐπίπλων παλαιῶν (ὁσάκις ἕκαστον τῶν ἀντικειμένων τούτων ἐνέχει οὐσιαστικὴν ἀξίαν) ὡς καὶ τῶν ἀγαθῶν τῶν σχέσιν ἐχόντων μὲ τὸν πολιτισμόν, ἐφ' ὅσον τὰ ἀντικείμενα ἢ τὰ ἀγαθὰ ταῦτα ἀφηρέθησαν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς κατοχῆς ἐδάφους τινός, ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου ὑπὸ τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἢ τῶν ἀρχῶν τῆς Γερμανίας ἢ τῶν συμμάχων αὐτῆς ἢ ὑπὸ μελῶν αὐτῶν ἀτομικῶς, εἴτε κατόπιν διαταγῆς εἴτε ὄνευ τοιαύτης, συνεπείᾳ ἀποκτήσεως δι' ἐξαναγκασμοῦ, μετὰ ἢ ἄνευ προσφυγῆς εἰς τὴν βίαν, διὰ κλοπῆς, δι' ἐπιτάξεως ἢ δι' οἱασδήποτε ἄλλης μορφῆς ἀναγκαστικῆς ἀποστερήσεως.

II. Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀγαθῶν σχέσιν ἐχόντων μὲ τὸν πολιτισμόν, εὑρισκομένων ἐν τῇ ἐνδιαφερομένῃ χώρᾳ πρὸ τῆς εἰς τὴν χώραν ταύτην ἐφαρμοστέας ἡμερομηνίας, ὡς αὕτη καθορίζεται ἐν ἄρθρῳ 5 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, ἡ ἀπόδοσις θέλει ἐπίσης ἐνεργηθῇ :

α) ἐὰν τὰ ἀγαθὰ ταῦτα ἀπεκτήθησαν διὰ δωρεᾶς γενομένης ὑπὸ πιεσίν τινα ἔμμεσον ἢ ἔμμεσον, ἢ λόγῳ τῆς ἐπισήμου θέσεως τοῦ δωροδέκτου.

β) ἐὰν ἀπεκτήθησαν δι' ἀγορᾶς, ἐκτὸς ἂν τὰ ἀγαθὰ εἰσήχθησαν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν πρὸς μεταπώλησιν.

III. Εἰς τὴν περίπτωσιν τιμαλφῶν, ἀργυρῶν σκευῶν καὶ ἐπίπλων παλαιῶν, ἡ ἀπόδοσις δύναται νὰ ἀπορριφθῇ ἐφ' ὅσον ἀποδειχθῇ ὅτι τὸ περὶ οὗ ἀντικείμενον ἀφηρέθη ἀφοῦ ἀπεκτήθη ἐκ τοῦ ἀρχικοῦ του ἰδιοκτήτου ἀντὶ πληρωμῆς ἐν τῷ πλαισίῳ κανονικῆς ἐμπορικῆς πράξεως, ἔστω ἂν ἡ πληρωμὴ ἐγένετο εἰς κατοχικὸν νόμισμα.

IV. Ἡ ἔκφρασις «ἀγαθὰ σχέσιν ἔχοντα μὲ τὸν πολιτισμὸν» δηλοῖ τὰ κινητὰ ἀγαθὰ τὰ παρουσιάζοντα θρησκευτικήν, καλλιτεχνικήν, ἱστοριοδιφικήν, μορφωτικὴν ἢ ἱστορικὴν ἀξίαν ἢ ἀνάλογον σημασίαν· ὁ ὁρισμὸς οὗτος συμπεριλαμβάνει ἀντικείμενα ὡς τὰ συνήθως εὑρισκόμενα εἰς

τὰ μουσεῖα, τὰς δημοσίας ἢ ἰδιωτικὰς συλλογάς, τὰς βιβλιοθήκας καὶ τὰ ἱστορικὰ ἀρχεῖα. Ὁ ὅρος «παλαιὰ» ἀφορᾷ τὰ ἔπιπλα τὰ χρονολογούμενα ἀπὸ ἑκατὸν ἐτῶν καὶ πλέον κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ ἔκφρασις «οὐσιαστικὴ ἀξία» σημαίνει ἀξίαν τουλάχιστον ἴσην πρὸς 200.000 φράγκα γαλλικά, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς ἀγοραστικῆς ἀξίας τοῦ φράγκου κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1951.

V. Τὸ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερόμενον Ὄργανον θέλει κοινοποιήσει πρὸς τὰς Τρεῖς Δυνάμεις ἢ τοὺς ἐκπροσώπους αὐτῶν, τῇ αἰτήσει των, πληροφορίας ἐπὶ τῶν θεμάτων ἐφ' ὧν ἀσχολεῖται, καὶ θέλει παράσχει τριμηνιαίας ἀναφορὰς περὶ τῶν ἐνεργειῶν του. Τὰ ἀρχεῖα τοῦ Ὀργάνου θέλουν φυλαχθῇ μέχρις ἔτους ἄλλως συμφωνηθῇ ἐπ' αὐτοῦ.

Ἄρθρον 2.

I. Ἀπόδοσις κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου δύναται νὰ ζητηθῇ ἀπὸ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν μόνον παρὰ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἀφηρέθη τὸ ἀγαθόν. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις δύναται νὰ ἀπορρίψῃ αἴτησιν ἀποδόσεως, ἂν ἡ αἴτησις αὕτη ἔχει ἤδη ἀπορριφθῇ ὡς ἀβάσιμος ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου ὀργάνου μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων, ἐκτὸς ἐν ᾗ περιπτώσει παρέχεται ἀπόδειξις, ἥτις δὲν κατέστη δυνατὸν ὅπως προσαχθῇ πρότερον.

II. Ἡ ἀπόδοσις τιμαλφῶν, ἀργυρῶν σκευῶν ἢ ἐπίπλων παλαιῶν δὲν δύναται νὰ ζητηθῇ ἀπὸ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Κυβέρνησιν εἰμὴ ἂν σχετικὴ αἴτησις ἐλήφθη παρ' ὀργάνου τινὸς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως. Εἰς τὴν περίπτωσιν ἀγαθῶν σχέσιν ἐχόντων μὲ τὸν πολιτισμόν, οὐδεμία νέα αἴτησις δύναται νὰ ὑποβληθῇ μετὰ τὴν 8ην Μαΐου 1956. Ὅταν εἰς ὡρισμένην περίπτωσιν αἱ ἀνακρίσεις αἱ ἀφορῶσαι τὰ ζητούμενα ἀγαθά, αἱ ἐνεργηθεῖσαι παρὰ τοῦ ἐν ἄρθρῳ 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἀναφερομένου γερμανικοῦ ὀργάνου, ἀπέβησαν ἄκαρποι ἢ δὲν ὡδήγησαν εἰς τὴν ἀνακάλυψιν τῶν ζητουμένων ἀγαθῶν πρὸ τῆς 8ης Μαΐου 1957 τυγχάνῃ δὲ ἀπίθανος ἡ ἐπιτυχία νέων ἀνακρίσεων, τὸ ὄργανον θέλει διακόψει τὴν διαδικασίαν. Τὸ ἐνδιαφερόμενον μέρος δύναται νὰ ἀσκήσῃ ἔφεσιν ἐναντίον τοιαύτης ἀποφάσεως ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν Περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7. Ἐὰν μετὰ τὴν διακοπὴν τῆς διαδικασίας διαπιστωθῇ ἡ ταυτότης τῶν ζητουμένων ἀγαθῶν, ἡ διαδικασία ἀποδόσεως θέλει ἐπαναληφθῇ.

III. Αἱ παρ' ὀργάνου μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων ληφθεῖσαι αἰτήσεις, αἱ μὴ ὁριστικῶς διακανονισθεῖσαι πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ὑποκείμεναι εἰς τὸ πεδίον ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ὡς καὶ τοῦ παρόντος ἄρθρου, θέλουν παραπεμφθῇ ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως εἰς τὸ ἐν ἄρθρῳ 1 ἀναφερόμενον γερμανικὸν ὄργανον. Τοῦτο θέλει λάβει πᾶν μέτρον ἐπ' αὐτῶν ὡς ἂν αἱ αἰτήσεις αὗται εἶχον ὑποβληθῇ ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ γερμανικὸν ὄργανον παρὰ τῆς αἰτούσης Κυβερνήσεως.

IV. Ἡ ὑποβολὴ αἰτήσεως ἀποδόσεως δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου διὰ λογαριασμὸν φυσικοῦ ἢ νομικοῦ προσώπου θέλει ἀποτελέσει κώλυμα εἰς τὴν ὑποβολὴν τῆς αἰτήσεως ταύτης δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3. Ὡσαύτως, αἴτησις ἀποδόσεως δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3 θέλει ἀποτελέσει κώλυμα εἰς τὴν ὑποβολὴν αἰτήσεως ἀποδόσεως δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1.

Ἄρθρον 3.

I. Παρὰ τὰς ἀντιθέτους διατάξεις τοῦ γερμανικοῦ δικαίου, εἰς πᾶν πρόσωπον τὸ ὁποῖον, ἢ τοῦ ὁποίου ὁ νόμιμος προκάτοχος, κατὰ τὴν διάρκειαν κατοχῆς ἐδάφους τινός, ἀπεστερήθη περιουσιακῶν του στοιχείων διὰ κλοπῆς ἢ δι' ἐξαναγκασμοῦ μετὰ ἢ ἄνευ προσφυγῆς εἰς τὴν βίαν, ὑπὸ τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἢ τῶν ἀρχῶν τῆς Γερμανίας ἢ τῶν συμμάχων της ἢ ὑπὸ μελῶν αὐτῶν ἀτομικῶς, εἴτε κατόπιν διαταγῆς εἴτε ἄνευ τοιαύτης, θέλει ἀνήκει δικαίωμα ἀποδόσεως τῶν περιουσιακῶν τούτων στοιχείων ἐναντίον τοῦ νῦν κατόχου αὐτῶν, ὑπὸ τὰς κατωτέρω ὅμως ἐπιφυλάξεις:

α) ὅπως ὁ ἐνάγων καταβάλῃ εἰς τὸν ἐναγόμενον τὰς δαπάνας δι' ὧν ηὐξήθη ἡ ἀξία τῶν περιουσιακῶν στοιχείων, τὰς γενομένας μετὰ τὴν ἀπόκτησιν αὐτῶν, καὶ

β) ὅπως ὁ ἐνάγων καταβάλῃ τὴν ἀξίαν παντὸς παρ' αὐτοῦ ἢ παρὰ τοῦ νομίμου προκατόχου τοῦ ληφθέντος ἀντικρύσματος, ὅπερ θέλει τύχει τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὡς αἱ ὑφιστάμεναι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἀφαιρέσεως γερμανικαὶ περιουσίαι ἐν τῇ χώρᾳ ἐξ ἧς τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα ἀφηρέθησαν.

Τοιοῦτον δικαίωμα δὲν θὰ ὑφίσταται ἐὰν ὁ νῦν κάτοχος ἤσκησεν ἐπὶ τῶν περιουσιακῶν στοιχείων κατοχὴν καλῇ τῇ πίστει ἐπὶ δέκα ἔτη ἢ μέχρι τῆς 8ης Μαΐου 1956, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς μεταγενεστέρας τῶν δύο τούτων ἡμερομηνιῶν.

II. Πᾶς ὑπήκοος ἢ κάτοικος Κράτους προσχωρήσαντος εἰς τὸν Χάρτην τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμβερόντων ἐν Γερμανίᾳ δύναται νὰ εἰσαγάγῃ ἐνώπιον γερμανικοῦ δικαστηρίου αἴτησιν ἀποδόσεως δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, μέχρι τῆς 8ης Μαΐου 1956 τὸ ἀργότερον, ἢ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας συμπληρώσεως δεκαετοῦς περιόδου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ὁ κάτοχος ἤσκησεν ἐπὶ τῶν περιουσιακῶν στοιχείων κατοχὴν καλῇ τῇ πίστει λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς μεταγενεστέρας τῶν δύο τούτων ἡμερομηνιῶν.

III. Οὐδεμία αἴτησις ἀποδόσεως δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐάν, πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως αἴτησις ὑποβληθεῖσα ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τινὸς διὰ λογαριασμὸν τοῦ αἰτοῦντος καὶ σκοπὸν ἔχουσα τὴν ἀπόδοσιν τῶν περὶ ὧν περιουσιακῶν στοιχείων, ἀπερρίφθη ὡς ἀβάσιμος παρ' ὀργάνου μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων, ἐξαιρουμένης τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν παρέχεται ἀπόδειξις ἥτις δὲν κατέστη δυνατὸν ὅπως προσαχθῇ πρότερον.

Ἄρθρον 4.

I. Ἐὰν ἀποδοτέον ἀγαθόν, μετὰ τὴν ἐν Γερμανίᾳ διαπίστωσιν τῆς ταυτότητός του, εἴτε ἐχρησιμοποιήθη ἢ κατηναλώθη ἐν Γερμανίᾳ πρὸ τῆς εἰς τὸν αἰτοῦντα ἀπόδοσεώς του, εἴτε κατεστράφη ἢ ἐκλάπη, ἢ ἂν ἄλλως διετέθη τοῦτο πρὸ τῆς παραδόσεώς του εἰς τὴν διεκδικοῦσαν Κυβέρνησιν ἢ εἰς τὸ ἁρμόδιον ὄργανον μιᾶς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων πρὸς παράδοσιν εἰς τὸν αἰτοῦντα, ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία θέλει ἀποζημιώσει τοὺς αἰτοῦντας, οἵτινες ἄλλως θὰ ἐδικαιοῦντο τὴν ἀπόδοσιν δυνάμει τῶν ἄρθρων 1 καὶ 3 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἢ τῶν ὁποίων αἱ αἰτήσεις ἀποδόσεως, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἔχουν ἐγκριθῇ παρά τινος ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων.

II. Τῇ αἰτήσει τοῦ αἰτοῦντος, ὅστις ἄλλως θὰ ἐδικαιοῦτο τὴν ἀπόδοσιν, τὸ ἐν ἄρθρῳ 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἀναφερόμενον γερμανικὸν ὄργανον θέλει ἐκδόσει ἀπόφασιν ἐπὶ τῆς αἰτήσεως ἀποζημιώσεως τῆς ἀφορώσης τὸ ἀγαθόν, οὗτινος ἡ ἀπόδοσις θὰ ἠδύνατο νὰ αἰτηθῇ δυνάμει τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2 εἰσαγομένης δίκης παρὰ τοῦ ἐνάγοντος, ὅστις ἄλλως θὰ ἐδικαιοῦτο ἀποζημίωσιν, τὸ ἐν ἄρθρῳ 3 ἀναφερόμενον δικαστήριον θέλει ἐκδώσει ἀπόφασιν ἐπὶ τῆς αἰτήσεως ἀποζημιώσεως τῆς ἀφορώσης τὸ περιουσιακὸν στοιχεῖον οὗ ἡ ἀπόδοσις θὰ ἠδύνατο νὰ αἰτηθῇ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὁ ἐνάγων τυγχάνει ὑπήκοος ἢ κάτοικοςΚράτους προσχωρήσαντος εἰς τὸν Χάρτην τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν Περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ. Ἡ κατάθεσις τῆς αἰτήσεως καὶ ἡ εἰσαγωγὴ τῆς δίκης δέον ὅπως ἐνεργηθοῦν ἐντὸς ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐντὸς ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως εἰς τὸν αἰτοῦντα ὅτι ἡ ἀπόδοσις τοῦ ἀγαθοῦ δὲν εἶναι πλέον ἐφικτή, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς μακροτέρας τῶν δύο τούτων προθεσμιῶν.

III. Κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ ὑποκείμεναι εἰς τὴν παρά-

γραφον 1 αἱτήσεις αἱ ὑποβληθεῖσαι εἰς ὄργανον τινὸς ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύνανται νὰ παραπεμφθοῦν παρὰ τῆς Δυνάμεως ταύτης εἰς τὸ ἐν ἄρθρῳ 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἀναφερόμενον ὄργανον. Πᾶσαι αἱ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ διαλαμβανόμεναι αἰτήσεις θέλουν παραπεμφθῇ εἰς τὸ ὄργανον τοῦτο ἢ θέλουν ὑποβληθῇ εἰς αὐτὸ ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, θέλει δὲ ἀποφανθῇ ἐπ' αὐτῶν τὸ ἐν λόγῳ ὄργανον.

IV. Τὸ ἐν ἄρθρῳ 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἀναφερόμενον γερμανικὸν ὄργανον θέλει ἀναγνωρίσει τὰς αἰτήσεις ἀποδόσεως αἵτινες ἐνεκρίθησαν ὑπό τινος ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συνθήκης. Τὸ ὄργανον τοῦτο θέλει ἐπίσης θεωρήσει ὡς πειστικὸν τὸ παρά τινος ἐκ τῶν Τριῶν Δυνάμεων τυχὸν ἐκδοθὲν πιστοποιητικόν, τὸ δηλοῦν ὅτι τὸ περὶ οὗ ἡ αἴτησις ἀγαθὸν δὲν παρεδόθη εἰς ἁρμόδιον ὄργανον τῆς Δυνάμεως ταύτης ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸν αἰτοῦντα.

V. Αἱ χορηγούμεναι δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀποζημιώσεις θέλουν καθορισθῇ εἰς τὸ ποσὸν τὸ ἀντιστοιχοῦν πρὸς τὸ τίμημα ἀντικαταστάσεως τοῦ ἀγαθοῦ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς περὶ ἀποζημιώσεως ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 5.

I. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἐφαρμόζονται, ὡς πρὸς τὰς κατωτέρω χώρας, ἀπὸ τῆς ἀκολούθου ἀντιστοίχου ἡμερομηνίας :

Χώρα	Ἡμερομηνία
Αὐστρία	12 Μαρτίου 1938
Τσεχοσλοβακία	1 Ἀπριλίου 1939
Πολωνία	1 Σεπτεμβρίου 1939
Δανία	9 Ἀπριλίου 1940
Νορβηγία	9 Ἀπριλίου 1940
Βέλγιον	10 Μαΐου 1940
Λουξεμβοῦργον	10 Μαΐου 1940
Ὁλλανδία	10 Μαΐου 1940
Γαλλία	17 Μαΐου 1940
Ἑλλὰς	28 Ὀκτωβρίου 1940
Γιουγκοσλαυΐα	6 Ἀπριλίου 1941
Ἕνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν	22 Ἰουνίου 1941
Ἰταλία	3 Σεπτεμβρίου 1943
Ρουμανία	12 Σεπτεμβρίου 1944
Φιλλανδία	19 Σεπτεμβρίου 1944
Βουλγαρία	28 Ὀκτωβρίου 1944
Οὐγγαρία	20 Ἰανουαρίου 1945

II. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν δημοσίων καὶ ἰδιωτικῶν περιουσιῶν τῶν ἀφαιρεθεισῶν ἐκ τῶν ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων ἐδαφῶν.

Ἄρθρον 6.

Ἂν ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία συμφωνήσῃ μεθ' οἱασδήποτε ἄλλης Δυνάμεως ἐπὶ θεμάτων ὑποκειμένων εἰς τὸ παρὸν Κεφάλαιον, διευθετήσεως εὐμενεστέρας διὰ τὴν Δύναμιν ταύτην τῶν ἀντιστοίχων διατάξεων τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, τὸ εὐεργέτημα τῶν νέων τούτων διευθετήσεων θέλει αὐτομάτως ἐπεκταθῇ εἰς πάσας τὰς Δυνάμεις τὰς ὠφελουμένας ἐκ τῶν ἀντιστοίχων διατάξεων τοῦ παρόντος Κεφαλαίου.

Ἄρθρον 7.

I. Τὰ Ὑποφαινόμενα Κράτη συνιστοῦν Διαιτητικὴν Ἐπιτροπὴν ἐπὶ τῶν Περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ, ἧς ἡ λειτουργία διέπεται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ Χάρτου τοῦ συνημμένου τῇ παρούσῃ Συμβάσει.

II. Τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου μέρους, πᾶσα ὁριστικὴ ἀπόφασις (Endentscheidung) τοῦ γερμανικοῦ ὀργάνου δυνάμει τῶν ἄρθρων 1, 2 ἢ 4 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, ἢ γερμανικοῦ τινος δικαστηρίου δυνάμει τῶν ἄρθρων 3 ἢ 4, θὰ ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν ἐκ μέρους τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ.

III. Τὸ ἐνδιαφερόμενον μέρος θέλει ὑποβάλει τὴν αἴτησίν του εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς εἰς αὐτὸ κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως ταύτης. Ἂν τὸ γερμανικὸν ὄργανον ἢ τὸ γερμανικὸν Δικαστήριον δὲν ἐκδώσῃ ἀπόφασιν ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως, ὁ αἰτῶν δύναται νὰ ὑποβάλῃ τὴν αἴτησίν του ἀπ' εὐθείας εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἐνιαυσίας περιόδου ταύτης.

IV. Ἐπὶ πάσης ὑποθέσεως ἥτις θέλει ὑποβληθῇ εἰς αὐτήν, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἐκδώσῃ αὐτὴ αὕτη ὁριστικὴν ἀπόφασιν ἢ νὰ παραπέμψῃ τὴν ὑπόθεσιν εἰς τὸ γερμανικὸν ὄργανον ἢ τὸ γερμανικὸν δικαστήριον μετὰ τῶν ὁδηγιῶν ἃς ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει κρίνει ἀναγκαίας ἢ καταλλήλους.

V. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ὁριστικαὶ καὶ δεσμευτικαὶ διὰ τὰς ἀρχὰς καὶ τὰ δικαστήρια τῶν Ὑποφαινομένων Κρατῶν καὶ τῶν λοιπῶν Κρατῶν τῶν πρυσχωρησάντων εἰς τὸν Χάρτην.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Κεφαλαίου Πέμπτου

Παράγραφος I.

I. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει συστήσει ὡς Ἀνωτέραν Ὁμοσπονδιακὴν Ἀρχὴν (Bundesoberbehoerde) τὸ διοικητικὸν ὄργανον τὸ προβλεπόμενον ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ προηγουμένου Κεφαλαίου.

II. Ἅπαντα τὰ γερμανικὰ δικαστήρια καὶ αἱ γερμανικαὶ ἀρχαὶ ὀφείλουν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 35 τοῦ βασικοῦ Νόμου, ὅπως παράσχουν δικαστικὴν καὶ διοικητικὴν συνδρομὴν εἰς τὴν Ἀνωτέραν Ὁμοσπονδιακὴν Ἀρχὴν ταύτην.

Παράγραφος 2.

I. Αἱ αἰτήσεις ἀποδόσεως αἱ ὑποβαλλόμεναι συμφώνως τοῖς ἄρθροις 1 καὶ 2 τοῦ προηγουμένου Κεφαλαίου, ἐξαιρουμένων τῶν ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου 2 ἀναφερομένων τοιούτων, δέον ὅπως περιέχουν :

α) τὴν περιγραφὴν τοῦ περιουσιακοῦ στοιχείου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἀπόδοσις.

β) ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὸν προσδιορισμὸν τοῦ προσώπου εἰς χεῖρας τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται τὸ περιουσιακὸν στοιχεῖον τοῦτο κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως.

γ) ἔκθεσιν τῶν γεγονότων ἐφ' ὧν βασίζεται ἡ αἴτησις ἀποδόσεως.

II. βεβαιωμένα ἀντίγραφα τῶν ἐπιστηριζόντων τὴν αἴτησιν ἀποδόσεως ἐγγράφων δέον ὅπως ἐπισυνάπτωνται τῇ αἰτήσει ἢ προσκομίζωνται μεταγενεστέρως.

Παράγραφος 3.

I. Αἱ αἰτήσεις ἀποζημιώσεως αἱ ὑποβαλλόμεναι συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 4 τοῦ προηγουμένου Κεφαλαίου, ἐξαιρουμένων τῶν ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου τούτου ἀναφερομένων τοιούτων, δέον ὅπως περιέχουν :

α) τὴν περιγραφὴν τοῦ περιουσιακοῦ στοιχείου δι' ὃ ζητεῖται ἀποζημίωσις.

β) τὰς πληροφορίας τὰς ἀφορώσας τὴν διαπίστωσιν ἐν Γερμανίᾳ τῆς ταυτότητος τοῦ περιουσιακοῦ τούτου στοιχείου.

γ) τὰς πληροφορίας τὰς ἀφορώσας τὴν χρησιμοποίησιν, τὴν κατανάλωσιν, τὴν καταστροφήν, τὴν κλοπὴν ἢ τὴν μεταβίβασιν τοῦ ἐν λόγῳ περιουσιακοῦ στοιχείου.

δ) προσδιορισμὸν τοῦ ζητουμένου ποσοῦ.

ε) τὰς πληροφορίας τὰς ἀφορώσας πᾶν ἄλλο γεγονὸς ἐφ' οὗ βασίζεται ἡ αἴτησις.

II. Βεβαιωμένα ἀντίγραφα τῶν ἐπιστηριζόντων τὴν αἴτησιν ἀποζημιώσεως ἐγγράφων δέον ὅπως ἐπισυνάπτωνται τῇ αἰτήσει ἢ προσκομίζωνται μεταγενεστέρως.

Παράγραφος 4.

Ἡ διαδικασία ἐνώπιον τῆς Ἀνωτέρας Ὁμοσπονδιακῆς Ἀρχῆς διεξάγεται ἀτελῶς.

Παράγραφος 5.

1. Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ διεξάγει τὰς ἀναγκαιούσας ἀνακρίσεις. Δύναται, πρὸς τοῦτο, ὅπως προβαίνῃ αὐτεπαγγέλτως (Von Amts. Wegen) εἰς τὴν ἀναζήτησιν ἀποδείξεων δι' ἐπεσπευσμένης διδαδικασίας καί, ἰδιαιτέρως, ὅπως προβαίνῃ ἢ ἀναθέτῃ εἰς δικαστήριόν τι ὅπως προβῇ εἰς τὴν ἀκρόασιν μαρτύρων, ἐμπειρογνωμόνων ἢ ἀτόμων τῶν ὁποίων τὰ δικαιώματα θὰ ἐθίγοντο ἐκ τῆς ἀποδόσεως. Ὁσάκις κρίνεται ἀναγκαῖον ὅπως δοθῇ ὅρκος, ἡ ὁρκοδοσία δέον ὅπως γίνῃ ἐνώπιον δικαστηρίου. Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ εἶναι ἁρμοδία ἵνα δεχθῇ πᾶσαν γραπτὴν δήλωσιν ἀντικαθιστῶσαν τὸν ὅρκον (Eidesstattliche Versicherung).

II. Θεωροῦνται ὡς ἐνδιαφερόμενα μέρη, πλὴν τῆς ἐναγούσης Κυβερνήσεως, πάντα τὰ πρόσωπα τῶν ὁποίων τὰ δικαιώματα θὰ ἐθίγοντο διὰ τῆς ἀποδόσεως.

III. Εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δέον ὅπως χορηγηθῇ ἡ δυνατότης ὅπως ἐκθέσουν τὰς ἀπόψεις των. Δύναται ταῦτα νὰ ἐκπροσωπευθοῦν διὰ πληρεξουσίων ἢ δικηγόρων. Δέον ὅπως κοινοποιηθοῦν εἰς αὐτὰ αἱ Ἡμερομηνίαι τῶν καθοριζομένων συνεδριάσεων διὰ τὰς ἐν τῇ δευτέρᾳ φράσει τοῦ ἐδαφίου 1 τῆς παρούσης παραγράφου προβλεπομένας ἀκροάσεις, δύνανται δὲ ταῦτα ὅπως παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις ταύτας. Τὰ ὑπό τινος ἐκ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν ὑποβαλλόμενα ἔγγραφα δέον ὅπως κοινοποιηθοῦν καὶ εἰς τὰ λοιπὰ μέρη.

Παράγραφος 6.

Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ ὀφείλει, ὁσάκις ἡ πραγματοποίησις τοῦ δικαιώματος ἀποδόσεως κρίνεται παρ' αὐτῆς ἀπειλουμένη, ὅπως διατάξῃ πᾶν προσωρινὸν μέτρον ἀναγκαῖον διὰ τὴν διαφύλαξιν τοῦ ἐπιδίκου περιουσιακοῦ στοιχείου.

Παράγραφος 7.

Πᾶσα ἀπόφασις τῆς Ἀνωτέρας Ὁμοσπονδιακῆς Ἀρχῆς δέον ὅπως ᾖ γραπτῶς ἠτιολογημένη καὶ ὅπως κοινοποιηθῇ εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη.

Παράγραφος 8.

I. Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ λαμβάνει πᾶν διὰ τὴν ἀπόδοσιν ἀναγκαιοῦν μέτρον. Ὁσάκις παραστῇ ἀνάγκη, διατάσσει ὅπως τὰ ἀποδοτέα ἀγαθὰ ἀπαλλοτριωθοῦν ὑπὲρ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας ἥτις θέλει μεταβιβάσει (Zuleiten) ταῦτα εἰς τοὺς δικαιούχους τῆς ἀποδόσεως.

II. Ὁμοσπονδιακὸς νόμος θέλει καθορίσει τὴν φύσιν καὶ τὸ ποσὸν τῆς ἀποζημιώσεως τῶν διὰ τῆς ἀπαλλοτριώσεως θιγομένων προσώπων.

III. Ὁσάκις ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ δικαιώσῃ αἴτησίν τινα ἐκ τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 4 τοῦ προηγουμένου Κεφαλαίου, θέλει αὕτη καθορίσει τὸ ποσὸν τῆς καταβλητέας παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Κυβερνήσεως ἀποζημιώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΔΕΚΑΤΟΝ

Ξένα ἐν Γερμανίᾳ συμφέροντα.

Ἄρθρον 1.

I. Ἐν ᾧ μέτρῳ τοῦτο δὲν ἐγένετο εἰσέτι, ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία θέλει λάβει πάντα τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα ἵνα καταστήσῃ τὰ ἔθνη, τὰ πρόσωπα καὶ τὰς ἑταιρίας, ὡς ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφέρονται, εἰς θέσιν ὅπως ἐπιτύχουν τὴν ἀπόδοσιν τῆς περιουσίας των, ἐν ᾗ καταστάσει αὕτη νῦν εὑρίσκεται, καὶ τὴν ἀποκατάστασιν τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων των ἐν ᾧ μέτρῳ αἱ περιουσίαι, τὰ δικαιώματα καὶ τὰ συμφέροντα ταῦτα ὑπέστησαν διακριτικὴν μεταχείρισιν. Αἱ περιουσίαι, τὰ δικαιώματα καὶ τὰ συμφέροντα τῶν ἐν παραγράφῳ 3 ἀναφερομένων ἐθνῶν, προσώπων καὶ ἑταιριῶν θέλουν ἀπαλλαγῇ παρὰ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας πάσης οἱασδήποτε ἐπιβαρύνσεως ἢ δουλείας εἰς ἣν δυνατὸν νὰ ὑπήχθησαν συνεπείᾳ διακριτικῆς μεταχειρίσεως. Οὐδὲν τέλος θέλει εἰσπραχθῇ εἴτε ἐπὶ τῇ ἀποδόσει ἢ ἐπὶ τῇ ἀποκαταστάσει αὐτῶν, εἴτε ἐπὶ τῇ ἀπαλλαγῇ τῶν ἐκ τῶν ἐπιβαρύνσεων ἢ δουλειῶν. Πλὴν ὅμως δίκαιοι ὅροι δύνανται νὰ ἐπιβληθοῦν πρὸς ἀποφυγὴν ἀδικαιολογήτου πλουτισμοῦ τινὸς ἐκ τῶν ἐν παραγράφῳ 3 ἀναφερομένων ἐθνῶν, προσώπων ἢ ἑταιρειῶν.

II. Κατὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία θέλει θεσπίσει τὴν ἐν τῷ Παραρτήματι τοῦ παρόντος Κεφαλαίου προβλεπομένην διαδικασίαν διὰ τὴν κατάθεσιν καὶ τὴν ἐξέτασιν τῶν ἐπὶ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου βασιζομένων αἰτήσεων καὶ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐκδοθησομένων ἐπ' αὐτῶν ἀποφάσεων, θέλει δὲ δώσει εἰς τὴν διαδικασίαν ταύτην πᾶσαν ἐνδεικνυομένην δημοσιότητα. Αἱ ρηθεῖσαι αἰτήσεις δέον ὅπως ὑποβληθοῦν ἐντὸς δώδεκα μηνῶν ἀπὸ τῆς θεσπίσεως τῆς ἐν λόγῳ διαδικασίας. Ἡ Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία ὀφείλει ἐπίσης, ἐν παντὶ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως φέρῃ εἰς γνῶσιν παντὸς ἐνδιαφερομένου μέρους ὅπερ ἤθελε ζητήσει τοῦτο, πᾶσαν πληροφορίαν ἀφορῶσαν τὴν ὑπὸ μεσεγγυούχου διαχείρισιν τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τούτων.

III. Δικαιοῦνται ὅπως προβάλλουν ἀπαιτήσεις κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου:

α) τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη καὶ οἱ ὑπήκοοι αὐτῶν,

β) οἱ διάδοχοι τῶν ὑπηκόων τούτων καὶ

γ) αἱ συσταθεῖσαι κατὰ τὸ γερμανικὸν δίκαιον ἑταιρίαι ὧν συμμετέχουν ὑπήκοοι τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι οἱ ὑπήκοοι οὗτοι ἢ διάδοχοί των, ἐξαιρουμένης τῆς περιπτώσεως κατ' εὐθεῖαν γραμμὴν κληρονομικῆς διαδοχῆς ἢ τοιαύτης δυνάμει διαθήκης, ὑπῆρξαν ὑπήκοοι τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς διακριτικῆς μεταχειρίσεως.

IV. Ἡ ἔκφρασις «διακριτικὴ μεταχείρισις», ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος ἄρθρου, σημαίνει τὰ πάσης φύσεως μέτρα τὰ ἐφαρμοσθέντα μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939 καὶ τῆς 8ης Μαΐου 1945 ἐπὶ πάσης περιουσίας, δικαιώματος ἢ συμφέροντος συνεπείᾳ πάσης ἐξαιρετικῆς μεταχειρίσεως ἥτις δὲν εἶχε γενικῶς ἐφαρμογὴν ἐπὶ πάσης μὴ γερμανικῆς περιουσίας, δικαιώματος ἢ συμφέροντος, καὶ τὰ ὁποῖα ἔσχον ὡς ἀποτέλεσμα τὴν πρόκλησιν οἱωνδήποτε βλαβῶν, ἀπωλειῶν ἢ ζημιῶν ἄνευ τῆς ἐλευθέρας συναινέσεως τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν καὶ ἄνευ καταλλήλου ἀποζημιώσεως. Πᾶσα ἐνέργεια ἢ παράλειψις λαβοῦσα χώραν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἀπὸ 15 Ἰανουαρίου 1940 γερμανικοῦ Διατάγματος περὶ Μεταχειρίσεως τῶν Ἐχθρικῶν Περιουσιῶν, πάσης τροποποιήσεως τοῦ Διατάγματος τούτου, ἢ παντὸς ἄλλου διακανονισμοῦ ἔχοντος ἀναλόγους σκοπούς, δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς ἀποτελοῦσα διακριτικὴν μεταχείρισιν, ἐφ' ὅσον καὶ ἂν τυγχάνῃ αὕτη ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ Διατάγματος τῶν τροποποιήσεων ἢ τῶν διακανονισμῶν τούτων, ὁσάκις ἐξάγεται:

α) ὅτι προέκυψεν ἐξ αὐτῆς ζημία εἰς ξένην περιουσίαν ἢ εἰς ξένα δικαιώματα ἢ συμφέροντα καὶ

β) ὅτι ἡ προκληθεῖσα ζημία θὰ ἠδύνατο νὰ ἀποφευχθῇ ἄνευ παραβάσεως τοῦ Διατάγματος, τῶν τροποποιήσεων ἢ τῶν διακανονισμῶν τούτων.

V. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τῶν ἐν Κεφαλαίοις Τρίτῳ καὶ Τετάρτῳ τῆς παρούσης Συμβάσεως ρυθμιζομένων ἀπαιτήσεων.

VI. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποσκοποῦν εἰς τὴν ρύθμισιν τοῦ θέματος τῆς ἀποζημιώσεως δι' ἀπωλείας ἢ ζημίας εἰς τὴν περιουσίαν, τὰ δικαιώματα ἢ τὰ συμφέροντα, ὀφειλομένας εἰς διακριτικὴν μεταχείρισιν ἢ προκυπτούσας ἐμμέσως ἢ ἀμέσως ἐκ τοῦ πολέμου ἢ καθ' οἱονδήποτε ἄλλον τρόπον, οὐδ' ὅμως θίγουν τὸ δικαίωμα οὐδήποτε ἐκ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὅπως προβάλῃ, κατὰ τὰς διαπραγματεύσεις τοῦ διακανονισμοῦ εἰρήνης, τοιαύτης φύσεως ἀπαιτήσεις ἀποζημιώσεως δι' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἰδίαν ἢ τὴν τῶν ὑπηκόων του περιουσίαν, τὰ δικαιώματα ἢ τὰ συμφέροντα.

Ἄρθρον 2.

Ἐν ᾧ μέτρῳ θίγουσιν οὗτοι ξένους δανειστὰς γερμανῶν ὀφειλετῶν, θέλουν διατηρηθῇ ἐν ἰσχύϊ οἱ ἀπὸ 28 Δεκεμβρίου

1950 καὶ 30 Μαρτίου 1951 ὁμοσπονδιακοὶ νόμοι περὶ προθεσμιῶν παραγράφων καὶ ἀποκλεισμῶν (Gesetz über den ablauf der durch kriegs—oder nachkriegsvorschriften gehemmten fristen und gesetz zur ergaenzung des gesetzes ueber den ablauf der durch kriegsoder nachkriegsvorschriften gehemmten fristen, Bundesgesetzblatt 1950, Seite 821 und 1951 Teil L Seite 213), καθὼς καὶ ὁ περὶ τοῦ αὐτοῦ θέματος Νόμος ὑπ' ἀριθ. 67 τῆς 'Ανωτάτης Συμμαχικῆς 'Επιτροπῆς. 'Η νομοθεσία αὕτη θὰ ὑπόκειται εἰς ἀναθεώρησιν ὑπὸ τῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν λοιπῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τοῦ Συμφώνου περὶ τῶν Γερμανικῶν 'Εξωτερικῶν Χρεῶν τοῦ συναφθέντος ἐν Λονδίνῳ τὴν 27ην Φεβρουαρίου 1953, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ ἐν λόγῳ νομοθεσία ἀφορᾷ/χρέη τὰ ὁποῖα διαπραγματεύεται τὸ Σύμφωνον τοῦτο.

"Αρθρον 3.

'Επιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ τελικοῦ διακανονισμοῦ εἰρήνης μετὰ τῆς Γερμανίας, τὰ 'Ηνωμένα "Εθνη καὶ οἱ ὑπόκοοι αὐτῶν θέλουν συμμετάσχει, ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως ὡς οἱ ἐπὶ τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους διαμένοντες γερμανοὶ ὑπήκοοι. εἰς πᾶσαν ἀποζημίωσιν διὰ ζημίας πολέμου, ἀφορῶσαν περιουσιακὰ στοιχεῖα κείμενα ἐπὶ τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους, ἥτις ἤθελε θεσπισθῇ ὑπὸ τῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας ἢ τινος τῶν Laender αὐτῆς, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ πρόκειται περὶ τῆς βοηθείας 'Αποκαταστάσεως (Eingliederungshilfe) ἢ περὶ τῆς βοηθείας Στέγης (Wohnraumhilfe).

"Αρθρον 4.

'Η 'Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία αὖθις δηλοῖ ὅτι, δυνάμει τοῦ γερμανικοῦ δικαίου, δὲν πρέπει ἡ ἐμπόλεμος κατάστασις νὰ θεωρηθῇ αὐτὴ αὕτη ὡς θίγουσα τὰς ὑποχρεώσεις πληρωμῆς τῶν εἰς μετρητὰ χρεῶν τῶν προκυψάντων ἐξ ὑποχρεώσεων ἢ συμβολαίων ἅτινα ὑφίσταντο ἢ ἐκ δικαιωμάτων ἅτινα ἦσαν κεκτημένα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐμπολέμου καταστάσεως.

"Αρθρον 5.

Πᾶς ὑπήκοος τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ἢ πᾶς διάδοχος τοιούτου ὑπηκόου ὁ ἔχων καὶ αὐτὸς τὴν ἰδιότητα τοῦ ὑπηκόου τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, δικαιοῦται ὅπως εἰσαγάγῃ ἐντὸς ἐνιαυσίας προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἴτησιν ἀναθεωρήσεως πάσης ἀποφάσεως ἐκδοθείσης ὑπὸ γερμανικοῦ δικαστηρίου μεταξὺ τῆς 1ης Σεμπτεμβρίου 1939 καὶ τῆς 8ης Μαΐου 1945, ἐπὶ πάσης δίκης ἐν ᾗ ὑπῆρξεν ἀντίδικος, εὑρέθη δὲ ἐν ἀδυναμίᾳ φυσικῇ, ἠθικῇ ἢ νομικῇ, ὅπως ἐκθέσῃ καθ' ἱκανοποιητικὸν τρόπον τὰ τῆς ὑποθέσεώς του.

"Αρθρον 6.

I. 'Εν ἀναμονῇ τελικοῦ διακανονισμοῦ τῶν ἐναντίον τῆς Γερμανίας ἀπαιτήσεων τῶν προκυπτουσῶν ἐκ τοῦ πολέμου, τὰ ἐν παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερόμενα πρόσωπα καὶ αἱ περιουσίαι αὐτῶν θέλουν ἀπαλλαγῇ παντὸς ἐκτάκτου φόρου, τέλους ἢ κρατήσεως ὧν ἡ ἐπίπτωσις πλήττει πραγματικῶς τὴν περιουσίαν καὶ τὰ ὁποῖα ρητῶς προορίζονται ἵνα καλύψουν τὰς ἐκ τοῦ πολέμου ἐπιβαρύνσεις ἢ ἐπανορθώσεις ἢ ἀποδόσεις ὑπὲρ οἱουδήποτε ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

II. "Οταν φόρος, τέλος ἢ κράτησίς τις ἐπιβάλλεται ἐν μέρει μόνον πρὸς τοὺς ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένους σκοποὺς ἡ χορηγηθησομένη ἀπαλλαγὴ θὰ εἶναι, κατ' ἀρχήν, ἀνάλογος πρὸς τὸ μέρος τῶν φόρων, τελῶν ἢ κρατήσεων τούτων τὸ προοριζόμενον διὰ τοὺς ἐν λόγῳ σκοπούς. Εἰς τὴν ἰδιαιτέραν περίπτωσιν τῶν ἐπιβαλλομένων φορολογιῶν διὰ τῆς νομοθεσίας τοῦ Οἰκονομικοῦ Συμβουλίου τῆς Διζώνης καὶ διὰ τῶν ἀντιστοίχων νομοθεσιῶν τῶν Laender τῆς Ρηνανίας—Παλατινάτου, τῆς Βάδης καὶ τῆς Βυρτεμβέργης—Τωεντσόλλερν περὶ τῆς 'Αμέσου βοηθείας (Solforthilfe), καθὼς καὶ διὰ τοῦ Νόμου τῆς 14ης Αὐγούστου 1952 περὶ ἐξισώσεως βαρῶν τBundesgesetzblatt I, S. 446), τὰ ἐν ταῖς κατωτέρω διαχρεσι τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερόμενα πρόσωπα καὶ περιουσίαι θέλουν ἀπαλλαγῇ, ἐν τῷ προβλεπομένῳ μέτρῳ τῶν ἐνεργητέων πληρωμῶν κατὰ τὴν ἑξαετῆ περίοδον ἀπὸ 1ης 'Απριλίου 1949 μέχρι 31ης Μαρτίου 1955, διὰ φόρους τῆς 'Αμέσου Βοηθείας ἢ διὰ φόρους ἐπὶ τῆς περιουσίας δυνάμει τῆς 'Εξισώσεως Βαρῶν:

α) τὰ φυσικὰ πρόσωπα ἅτινα ἦσαν ὑπήκοοι οἱουδήποτε ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως (21ης 'Ιουνίου 1948), καθὼς καὶ αἱ ἑταιρεῖαι, οἱ συντεταιρισμοὶ προσώπων καὶ τὰ συγκροτήματα περιουσιῶν (Koerperschaften, Personenvereinigungen und Vermoegensmassen), τὰ ὁποῖα ἀνεξαρτήτως ὑπόκεινται εἰς φορολογίαν δυνάμει τοῦ γερμανικοῦ δικαίου, τὰ συσταθέντα δυνάμει τῶν νόμων τινὸς ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, θέλουν ἀπαλλαγῇ, ἐὰν μὲν ὑπόκεινται εἰς ἀπεριόριστον φορολογίαν, ὡς πρὸς ἅπασαν τὴν περιουσίαν ἣν ἐκέκτητο τόσον κατὰ τὴν 21ην 'Ιουνίου 1948 ὅσον καὶ κατὰ τὴν 8ην Μαΐου 1945, ἐὰν δὲ εἰς μερικὴν τοιαύτην, ὡς πρὸς ἅπασαν τὴν περιουσίαν ἣν κέκτηνται ἐπὶ τοῦ ὁμοσπονδιακοῦ ἐδάφους ἢ ἐν Δυτικῷ Βερολίνῳ. Οἱ πολῖται πάσης ἐδαφικῆς ὁντότητος ἢ παντὸς ἔθνους ἐκ τῶν ἀναφερομένων ἐν ἐδαφίῳ (γ) τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 54 τῆς 'Ανωτάτης Συμμαχικῆς 'Επιτροπῆς, θέλουν τύχει τῆς αὐτῆς ἀπαλλαγῆς ἐάν, καθ' οἱανδήποτε ἐποχὴν μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939 καὶ τῆς 21ης 'Ιουνίου 1948, κατεῖχον τὴν ἐθνικότητα ἑνὸς οἱουδήποτε ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

β) αἱ ἑταιρίαι αἱ συσταθεῖσαι κατὰ τὸ γερμανικὸν δίκαιον, αἱ ἀνεξαρτήτως ὑποκείμεναι εἰς φορολογίαν, ἐν αἷς τὰ φυσικὰ πρόσωπα ἢ ἑταιρίαι, συνεταιρισμοὶ προσώπων ἢ συγκροτήματα περιουσιῶν, τὰ ἀναφερόμενα ἐν ἐδαφίῳ (α) τῆς παρούσης παραγράφου, ἐκέκτηντο, τόσον τὴν 21ην 'Ιουνίου 1948 ὅσον καὶ τὴν 8ην Μαΐου 1945, ἀπ' εὐθείας ἢ διὰ μέσου ἄλλων ἑταιριῶν, συμμετοχὴν 85 ο]ο τοὐλάχιστον εἰς τὸ ἐκ μετοχῶν κεφάλαιον, θέλουν ἀπαλλαγῇ κατ' ἀναλογίαν τῆς συμμετοχῆς ταύτης.

γ) τὰ φυσικὰ πρόσωπα τὰ μὴ δικαιούμενα ἀπαλλαγῆς κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παρούσης παραγράφου, τὰ ὁποῖα ἀξιοῦν ἢ ἠξίωσαν ἀπόδοσιν ἢ ἀποζημίωσιν δυνάμει τῆς ἐν ἐδαφίῳ (α) τῆς παραγράφου 1 ἄρθρου 1 τοῦ Κεφαλαίου Τρίτου τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένης νομοθεσίας, θέλουν ἀπαλλαγῇ διὰ τὸ πρῶτον κλάσμα ἐξ 150.000 DM, εἰς ἀξίαν ἢ μετρητά, παντὸς εἴδους περιουσιακῶν στοιχείων ἅτινα μετεφέρθησαν ἢ θέλουν μεταφερθῇ ὑπὲρ αὐτῶν εἰς ἐκτέλεσιν διαταγῶν, βουλευμάτων, ἀποφάσεων ἢ καταχωρηθέντων συμφώνων δυνάμει τῆς νομοθεσίας ταύτης, καὶ τὰ ὁποῖα θὰ ὑπέκειντο εἰς φορολογίαν κατὰ τὰς διατάξεις τὰς ἀφορώσας τοὺς φόρους τῆς 'Αμέσου βοηθείας καὶ τοὺς ἐπὶ τῶν περιουσιῶν τοιούτων δυνάμει τῆς 'Εξισώσεως Βαρῶν,

δ) αἱ ἐν ἐδαφίοις (α) μέχρι (γ) συμπεριλαμβανομένου τῆς παρούσης παραγράφου προβλεπόμεναι ἀπαλλαγαὶ δὲν θέλουν ἀτονήσει διὰ τὸν λόγον ὅτι τὸ περὶ οὗ περιουσιακὸν στοιχεῖον περιῆλθεν εἰς ἄλλα πρόσωπα τὴν 21ην 'Ιουνίου 1948 ἢ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην.

III. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, πᾶν περιουσιακὸν στοιχεῖον ὅπερ ὁ κάτοχος ἐκέκτητο τὴν 21ην 'Ιουνίου 1948, ἀλλ' ὄχι τὴν 8ην Μαΐου 1945, θέλει θεωρηθῇ ὡς διετελέσαν εἰς τὴν κατοχήν του τὴν 8ην Μαΐου 1945:

α) ἂν τὸ ἀγαθὸν τοῦτο κατείχετο τὴν 8ην Μαΐου 1945 ὑπὸ προσώπου (οἱασδήποτε ἐθνικότητος) ἐξ οὗ τὸ ἀπέκτησεν οὗτος διὰ διαδοχῆς λόγῳ θανάτου (διὰ μιᾶς ἢ πλειόνων κληρονομικῶν διαδοχῶν ἢ τοιούτων ἐκ διαθήκης), ἢ

β) ἂν ὁ κάτοχος ἀπέκτησε τὸ ἀγαθὸν τοῦτο μετὰ τὴν 8ην Μαΐου 1945 δι' ἀνταλλαγῆς ἐναντι ἄλλων ἀγαθῶν ἅτινα ἐκέκτητο κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην (π.χ. δυνάμει ἀγορᾶς), ἢ

γ) ἂν τὸ περὶ οὗ ἀγαθὸν τυγχάνῃ οἱασδήποτε φύσεως ἀποδοθὲν τοιοῦτον, ἀπεριορίστως δὲ ὡς πρὸς τὴν ἀξίαν ἢ τὸ ποσὸν αὐτοῦ, ὡς ἀναφέρονται ἐν ἐδαφίῳ (γ) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

IV. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐδαφίου (β) παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 3 ἐφαρμόζονται Mutatis Mutandis.

V. Ὅσάκις πληρωμαί, ἐνεργηθεῖσαι δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς νομοθεσίας περὶ Ἀμέσου Βοηθείας ὑπὸ φυσικῶν προσώπων, ἑταιρειῶν, συνεταιρισμῶν, προσώπων ἢ συγκροτημάτων περιουσιῶν δικαιουμένων ἀπαλλαγῆς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὑπερβαίνουν τὸ ποσὸν τοῦ ὀφειλομένου διὰ τὴν αὐτὴν περίοδον φόρου ἐπὶ τῆς περιουσίας, λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2, τὰ ἐπὶ πλέον καταβληθέντα ποσὰ θέλουν, τὸ ἀργότερον τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς ὑπὸ τῆς γερμανικῆς ἐφορίας ἐκδιδομένης εἰδοποιήσεως διὰ τὸν ἐπὶ τῆς περιουσίας φόρον, εἴτε ἐπιστραφῇ εἴτε ἀφαιρεθῇ ἐκ τῶν καταβλητέων ποσῶν ἢ ἐκ τῶν καταβληθησομένων ἐντὸς τῶν ἑπομένων τριῶν μηνῶν τοιούτων.

VI. Ἐν αἷς περιπτώσεσι φυσικὰ πρόσωπα, ἑταιρίαι, συνεταιρισμοὶ προσώπων ἢ συγκροτήματα περιουσιῶν χαίρουν ἀπαλλαγῶν τῶν φόρων ἐπὶ τῶν περιουσιῶν δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἐτήσιον καταβλητέον ποσὸν ὡς φόρος ἐπὶ τῆς περιουσίας διὰ τὴν περίοδον μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήξεως τῆς περιόδου ἀπαλλαγῆς, δὲν δύναται, εἴτε λόγῳ τῆς ἀπαλλαγῆς ταύτης, εἴτε λόγῳ τῆς μὴ καταβολῆς τοῦ φόρου ἐπὶ τῆς περιουσίας ἢ τοῦ τοιούτου τῆς Ἀμέσου Βοηθείας, νὰ ὑπερβῇ τὸ ἐτήσιον ποσὸν ὅπερ θὰ κατεβάλλετο ὑπὸ φυσικῶν προσώπων, ἑταιρειῶν, συνεταιρισμῶν προσώπων ἢ συγκροτημάτων περιουσιῶν καταβαλόντων ἀκέραιον τὸν φόρον Ἀμέσου Βοηθείας. Ὅσάκις κατὰ τὸ ὑπολογισμὸν τοῦ φόρου ἐπὶ τῆς περιουσίας, ὁ τῆς Ἀμέσου Βοηθείας τοιοῦτος ἐκπίπτεται καθ' ὃν τρόπον προβλέπει τὸ εἰς τὸ Bundestag ὑποβληθὲν σχέδιον νόμου (Ἔγγραφον ὑπ' ἀριθ. 3300 τοῦ Bundestag), ἤτοι ἀφαιρεῖται, ἐκ τοῦ συνόλου τῶν ὀφειλομένων ποσῶν διὰ φόρον ἐπὶ τῆς περιουσίας τὸ τριπλάσιον τοῦ βασικοῦ ἐτησίου ποσοῦ τοῦ καταβλητέου διὰ τὸν φόρον τοῦτον δέον ὅπως, εἰς ἃς περιπτώσεις δὲν ἐπεβλήθη ὁ φόρος Ἀμέσου Βοηθείας, ἀφαιρεθῇ ἐκ τοῦ συνόλου τῶν ὀφειλομένων ποσῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τὸ ποσὸν τὸ προερχόμενον ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς, εἰς τὴν συνολικὴν φορολογικὴν ὑπογρέωσιν, τοῦ συντελεστοῦ τῆς ἐτησίας εἰσφορᾶς, θέλει θεωρηθῇ ὡς ἀποτελοῦν τὸ βασικὸν ἐτήσιον καταβλητέον ποσόν.

VII. Κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ὀφειλομένων ποσῶν διὰ πᾶσαν ἄλλην φορολογίαν δυνάμει τοῦ Νόμου περὶ Ἐξισώσεως Βαρῶν, τὰ φυσικὰ πρόσωπα, αἱ ἑταιρίαι, οἱ συνεταιρισμοὶ προσώπων καὶ τὰ συγκροτήματα περιουσιῶν τὰ χαίροντα ἀπαλλαγῆς δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου θέλουν θεωρηθῇ ὡς καταβάλλοντα ἀκέραιον τὸν φόρον ἐπὶ τῆς περιουσίας.

VIII. Εἰς τὰς ἐν ἐδαφίῳ (β) παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένας περιπτώσεις, ἡ ἑταιρία, καθὼς καὶ πᾶς μέτοχος θεωρῶν ὅτι ἡ ἑταιρία θὰ ἔδει ὅπως ἀπαλλαγῇ λόγῳ τῆς συμμετοχῆς του εἰς αὐτήν, θὰ δικαιοῦνται ὅπως κάμουν χρῆσιν πασῶν τῶν εἰς τὴν διάθεσίν των νομίμων προσφυγῶν.

Ἄρθρον 7.

Πρὸς προστασίαν τῶν συμφερόντων τῶν ξένων ὑπηκόων, ἡ κατωτέρω νομοθεσία θέλει διατηρηθῇ ἐν ἰσχύϊ :

α) ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς νομοθεσίας περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως :

ι) ἀπηλείφθη.

ιι) οἱ Νόμοι τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς ὑπ' ἀριθ. 57 (καταστατικὸν ὡρισμένων οἰκονομικῶν ἱδρυμάτων κατὰ τὰς διατάξεις τῆς περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως νομοθεσίας) καὶ ὑπ' ἀριθ. 65 (τρίτη τροποποίησις τῆς περὶ νομισματικῆς μεταρρυθμίσεως νομοθεσίας), οἵτινες συμπληροῦν, τροποποιοῦν καὶ ἑρμηνεύουν τοὺς Νόμους περὶ Μετατροπῆς,

β) ἀπηλείφθη

γ) ἐπὶ ἄλλων πεδίων :

ι) ἀπηλείφθη

ιι) ἀπηλείφθη

ιιι) ὁ Νόμος ὑπ' ἀριθ. 34 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ ἐφαρμογῆς τῆς περὶ ἀγροτικῆς μεταρρυθμίσεως νομοθεσίας εἰς τὰς περιουσίας τῶν μὴ γερμανῶν ὑπηκόων, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῶν Νόμων ὑπ' ἀριθ. 50, 60 64 καὶ 72 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, οἱ νόμοι οὗτοι θέλουν ἐν τούτοις θεωρηθῇ ὡς περαιτέρω τροποποιηθέντες ὡς ἀκολούθως :

1) ἡ ἐνιαυσία προθεσμία ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀποκτήσεως, ἡ προβλεπομένη ἐν παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 34 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, θέλει ἐφαρμοσθῇ, προκειμένου περὶ ἀποκτήσεως διὰ κληρονομικῆς διαδοχῆς ἢ τοιαύτης δυνάμει διαθήκης, μόνον ἐπὶ ἀποκτήσεως λαβούσης χώραν πρὸ τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1952,

2) γαιοκτήμων τοῦ ὁποίου ἠμφεσβητήθη ἡ μὴ γερμανικὴ ἐθνικότης καὶ ὅστις, ὡς ἐκ τούτου, δὲν κατέστη εἰς θέσιν ὅπως διαθέσῃ τὸ κτῆμα του πρὸ τῆς 29ης Φεβρουαρίου 1952 δυνάμει τῆς παραγράφου 1 ἄρθρου 2 τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 34 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, δύναται νὰ διαθέσῃ τοῦτο ἐντὸς ἐνιαυσίας προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἀπεδείχθη ἢ θέλει ἀποδειχθῇ ὅτι δὲν ἦτο γερμανικῆς ἐθνικότητος,

3) οἱ γαιοκτήμονες οἵτινες κατεῖχον συγχρόνως τὴν γερμανικὴν ἐθνικότητα καὶ μίαν μὴ γερμανικὴν τοιαύτην, θέλουν θεωρηθῇ, κατὰ τὴν ἔννοιαν τῶν νόμων τούτων, ὡς μὴ γερμανοὶ ὑπήκοοι, ἐὰν καθ' οἱανδήποτε ἐποχὴν μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939 καὶ τῆς 8ης Μαΐου 1945, ὑπεβλήθη ἡ περιουσία των εἰς οἱανδήποτε ἐκ τῶν διατάξεων τοῦ ἀπὸ 15 Ἰανουαρίου 1940 γερμανικοῦ Διατάγματος περὶ Μεταχειρίσεως τῶν Ἐχθρικῶν Περιουσιῶν, πάσης τροποποιήσεως τοῦ Διατάγματος τούτου ἢ παντὸς ἄλλου διακανονισμοῦ ἀναλόγους ἔχοντος σκοπούς. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ μεταβίβασις τοῦ κτήματος θὰ ἐπιτρέπεται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1952.

Ἄρθρον 8.

Ι. Διατηροῦνται ἐν ἰσχύϊ ὁ Νόμος ὑπ' ἀριθ. 8 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς περὶ βιομηχανικῆς, φιλολογικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς ἰδιοκτησίας τῶν Ξένων Ἐθνῶν καὶ τῶν ὑπηκόων αὐτῶν, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 30, 39, 41 καὶ 66 Νόμων τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, καθὼς καὶ τὸ ἀπὸ 8ης Μαΐου 1950 πρῶτον Διάταγμα καὶ τὸ ἀπὸ 9ης Νοεμβρίου 1950 δεύτερον Διάταγμα περὶ ἐφαρμογῆς τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 8 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς (Bundesgesetzblatt, seite 357 und seite 785).

ΙΙ. Πλὴν ὅμως, αἱ διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 8 Νόμου τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, ὡς ἐτροποποιήθη αἱ διέπουσαι τὴν ρύθμισιν τῶν προκυπτουσῶν διαφορῶν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ νόμου τούτου, θέλουν θεωρηθῇ ὡς τροποποιηθεῖσαι ὡς ἀκολούθως :

α) κατὰ πάσης ἀποφάσεως ἐκδοθείσης εἰς τελευταῖον βαθμὸν ὑπὸ τῆς Ὑπηρεσίας Διπλωμάτων Εὑρεσιτεχνίας ἢ ὑπὸ τοῦ Ἀνωτάτου αὐτῆς Συμβουλίου, ἢ εἰς πρῶτον βαθμὸν ὑπὸ τῶν δικαστηρίων κοινοῦ δικαίου, δύναται νὰ ἀσκηθῇ ἔφεσις ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς ἐπὶ τῶν περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων ἐν Γερμανίᾳ, τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 12 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου καὶ τοῦ Χάρτου τῆς Διαιτητικῆς Ἐπιτροπῆς.

β) αἱ ἐξουσίαι τῶν Ἀρχῶν Κατοχῆς κατὰ τὰς διατάξεις τῆς τελευταίας φράσεως τοῦ ὄρθρου 2 καὶ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 8 θέλουν παύσει ὑφιστάμεναι.

Ἄρθρον 9.

Ι. Κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, ἡ ἔκφρασις «Ἡνωμένα Ἔθνη» ἔχει τὴν αὐτὴν σημασίαν ὡς ἐν τῷ Νόμῳ ὑπ' ἀριθ. 54 τῆς Ἀνωτάτης Συμμαχικῆς Ἐπιτροπῆς, ἥτις διατηρεῖται ἐν ἰσχύϊ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

ΙΙ. Κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, ἡ ἔκφρασις «Ὑπήκοοι τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν» σημαίνει, ἐκτὸς ἀντιθέτου διατάξεως :

α) τὰ φυσικὰ πρόσωπα ἅτινα τυγχάνουν ὑπήκοοι τινὸς ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν. Τὰ φυσικὰ πρόσωπα τὰ κτώμενα τὴν ἐθνικότητα τινὸς ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ συγχρόνως τὴν γερμανικὴν τοιαύτην θέλουν θεωρηθῆ ὑπήκοοι μόνον τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν, ἐὰν καθ' οἱανδήποτε στιγμὴν μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1939 καὶ τῆς 8ης Μαΐου 1945, αἱ ἐν Γερμανίᾳ περιουσίαι των ὑπεβλήθησαν εἰς τινα τῶν διατάξεων τοῦ περὶ Μεταχειρίσεως τῶν Ξένων Περιουσιῶν ἀπὸ 15ης 'Ιανουαρίου 1940 γερμανικοῦ Διατάγματος, ἢ εἰς οἱονδήποτε ἄλλον κανονισμὸν ἔχοντα ἀναλόγους σκοπούς, ἐκτὸς ἂν ἀπηλλάγησαν αὖται διὰ ρητῆς ἀδείας τοῦ Ὑπουργοῦ Δικαιοσύνης τοῦ Reich,

β) τὰ νομικὰ πρόσωπα ἢ συνεταιρισμοὶ προσώπων τὰ συσταθέντα κατὰ τὸ δίκαιον τινὸς ἐκ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν.

Ἄρθρον 10.

Ἂν ἡ 'Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία συνομολογήσῃ μεθ' οἱασδήποτε ἄλλης Δυνάμεως, ἐπὶ θεμάτων περὶ ὧν ἐν ἄρθροις ἀπὸ 1 μέχρις 9 συμπεριλαμβανομένου τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, διευθετήσεις εὐμενεστέρας διὰ τὴν Δύναμιν ταύτην τῶν ἀντιστοίχων διατάξεων τῶν ἄρθρων τούτων, τὸ εὐεργέτημα τῶν νέων τούτων διευθετήσεων θέλει αὐτομάτως ἐπεκταθῆ εἰς πάσας τὰς Δυνάμεις τὰς εὐεργετουμένας διὰ τῶν διατάξεων τῶν ρηθέντων ἄρθρων.

Ἄρθρον 11.

Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἐφαρμογῆς παρὰ τῶν ἐθνῶν τούτων τοιαύτης πολιτικῆς ἔναντι τῆς 'Ομοσπονδιακῆς Δημοκρατίας, αὕτη δηλοῖ τὴν πρόθεσίν της ὅπως ἀκολουθήσῃ γενικὴν πολιτικὴν μὴ διακρίσεως ἔναντι τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῶν ὑπηκόων αὐτῶν, ὡς καὶ ἔναντι τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῶν ὑπηκόων των, καὶ ὅπως χορηγήσῃ γενικῶς τὴν ἐθνικὴν μεταχείρισιν καὶ τὴν μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου κράτους ἐπὶ τῶν θεμάτων τῶν ἐφαπτομένων τῶν ἐθνῶν τούτων τῶν ὑπηκόων των καὶ τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων των, ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς ἐγκαταστάσεως καὶ τῆς ναυσιπλοΐας. 'Η 'Ομοσπονδιακὴ Δημοκρατία δηλοῖ ἐπὶ πλέον ὅτι εἶναι ἑτοιμη ὅπως συνάψῃ μετὰ τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν συνθήκας ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀρχῶν τούτων.

Ἄρθρον 12.

I. Κατὰ τῶν κατωτέρω ἀποφάσεων δύναται νὰ ἀσκηθῇ ἔφεσις ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς ἐπὶ τῶν ἐν Γερμανίᾳ Περιουσιῶν, Δικαιωμάτων καὶ Συμφερόντων, τῆς ἐν ἄρθρῳ 7 τοῦ Κεφαλαίου Πέμπτου τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Χάρτου τῆς 'Επιτροπῆς ταύτης, δι' αἰτήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὴν 'Επιτροπὴν ὑπό τοῦ ἐνδιαφερομένου μέρους ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως :

α) τῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 1 τοῦ παρόντος Κεφαλαίου ληφθεισῶν ἀποφάσεων παρὰ τῆς 'Ανωτέρας 'Ομοσπονδιακῆς 'Αρχῆς τῆς ἀναφερομένης ἐν τῷ Παραρτήματι τοῦ παρόντος Κεφαλαίου.

β) τῶν ἀποφάσεων πρωτοβαθμίου διοικητικοῦ δικαστηρίου ἐπὶ ὑποθέσεων διακριτικῆς μεταχειρίσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 3,

γ) τῶν ἀποφάσεων τῶν πρωτοβαθμίων γερμανικῶν δικαστηρίων (πρωτοδικείων κοινοῦ δικαίου, διοικητικῶν δικαστηρίων, οἰκονομικῶν δικαστηρίων καὶ ἄλλων) τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 2, 4 καὶ 5,

δ) τῶν ἀποφάσεων τῶν πρωτοβαθμίων οἰκονομικῶν δικαστηρίων συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 6,

ε) τῶν ἀποφάσεων τῶν πρωτοδικείων κοινοῦ δικαίου ἐπ θεμάτων ἀμφισβητουμένης ἢ ἐκουσίας διαδικασίας, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7,

ζ) τῶν εἰς τελευταῖον βαθμὸν ἐκδοθεισῶν ἀποφάσεων ὑπὸ τῆς γερμανικῆς Ὑπηρεσίας Διπλωμάτων Εὑρεσιτεχνίας ἢ 'Ανωτάτου αὐτῆς Συμβουλίου, συμφώνως τῷ Νόμῳ ὑπ' ἀριθ. 8 τῆς 'Ανωτάτης Συμμαχικῆς 'Επιτροπῆς, ἢ τῶν ὑπὸ τῶν πρωτοδικείων κοινοῦ δικαίου ἐκδοθεισῶν ἀποφάσεων, συμφώνως τῷ Νόμῳ τούτῳ, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8.

Αἱ δυνάμει τῆς τελευταίας φράσεως τοῦ ἄρθρου 2 καὶ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 8 τῆς 'Ανωτάτης Συμμαχικῆς 'Επιτροπῆς ἀσκηθεῖσαι ἐφέσεις, αἱ ὑπὸ ἐκδίκασιν, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐνώπιον τῆς 'Επιτροπῆς 'Εφέσεων ἐπὶ θεμάτων Διπλωμάτων Εὑρεσιτεχνιῶν, τῆς συσταθείσης διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 1 Κανονισμοῦ τοῦ ἐκδοθέντος κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Νόμου ὑπ' ἀριθ. 8 (ὡς ἐτροποποιήθη), μεταφέρονται ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς, θέλουν δὲ ἐξετασθῇ παρ' αὐτῆς κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον ὡς αἱ ἀσκηθεῖσαι ἐφέσεις δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου. 'Η ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς ἀσκηθεῖσα ἔφεσις συμφώνως τοῖς ἐδαφίοις β) μέχρι ζ) συμπεριλαμβανομένου τῆς παρούσης παραγράφου, δὲν θέλει διακόψει τὴν διεξαγωγὴν τῆς διαδικασίας ἐνώπιον τῶν γερμανικῶν δικαστηρίων ἢ τῶν γερμανικῶν ἀρχῶν ἐπὶ τῶν λοιπῶν ἐπιδίκων θεμάτων. Πλὴν ὅμως, ἂν ἡ 'Επιτροπὴ τὸ κρίνῃ ἀναγκαῖον διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τινὸς ἐκ τῶν διαδίκων, δύναται νὰ διατάξῃ τὴν ἀναστολὴν τῆς ἐνώπιον τῶν γερμανικῶν δικαστηρίων ἢ τῶν γερμανικῶν ἀρχῶν διαδικασίας μέχρις ὅτου ἀποφανθῇ αὕτη ἐπὶ τοῦ ὑποβληθέντος αὐτῇ θέματος.

II. Ἂν τὸ θιγόμενον μέρος δι' ἀποφάσεως ἐκ τῶν ἀναφερομένων ἐν ἐδαφίοις β) μέχρι ζ) συμπεριλαμβανομένου τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀσκήσῃ ἔφεσιν κατὰ τῆς ἀποφάσεως ταύτης ἐνώπιον γερμανικοῦ δικαστηρίου ἀντὶ νὰ προσφύγῃ ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς, δὲν δύναται μεταγενεστέρως τὸ μέρος τοῦτο νὰ ἀσκήσῃ ἔφεσιν ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς κατὰ τῆς εἰς ἀνώτερον βαθμὸν ἐκδοθείσης γερμανικῆς ἀποφάσεως ἐπὶ σημείων, ἅτινα θὰ ἠδύναντο νὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐφέσεως ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς. 'Εὰν ἀπόφασις ἐκ τῶν ἀναφερομένων ἐν ἐδαφίοις β) μέχρι ζ) συμπεριλαμβανομένης τῆς παραγράφου 1 δὲν πληροῖ τοὺς ἀπαιτουμένους ὅρους διὰ τὴν ἄσκησιν ἐφέσως ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς τὸ δὲ ἀνωτέρου βαθμοῦ γερμανικὸν δικαστήριον ἐξέδωκεν ἀπόφασιν ἥτις, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ διαδίκου, ἀποτελεῖ παράβασιν τῶν ἐν παραγράφῳ 1 ἀναφερομένων ἄρθρων τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, ὁ διάδικος οὗτος δύναται νὰ ἀσκήσῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ ἀνωτέρου βαθμοῦ γερμανικοῦ δικαστηρίου ἔφεσιν ἐνώπιον τῆς Διαιτητικῆς 'Επιτροπῆς.

III. Εἰς τὴν 'Επιτροπὴν ἐπιτρέπεται ἐπίσης ὅπως ἐκδώσῃ ἀπόφασιν εἰς τὰς ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένας περιπτώσεις, ὁσάκις τὸ ἁρμόδιον γερμανικὸν δικαστήριον ἢ ἡ ἁρμοδία γερμανικὴ ἀρχὴ δὲν ἔχει ἐκδώσει ὁριστικὴν ἀπόφασιν ἐντὸς ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς εἰς αὐτὸ ἢ εἰς αὐτὴν ὑποβολῆς τοιαύτης περιπτώσεως, καὶ ἐφ' ὅσον τὸ ἐνδιαφερόμενον μέρος θέλει ὑποβάλει τὸ θέμα εἰς τὴν 'Επιτροπὴν πρὸς ἔκδοσιν ἀποφάσεως, ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ρηθείσης ἐνιαυσίας περιόδου.

IV. Εἰς τὰς ἐν παραγράφοις 1, 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένας περιπτώσεις, ἡ 'Επιτροπὴ δύναται νὰ ἐκδώσῃ ὁριστικὴν ἀπόφασιν, δύναται ἐπίσης νὰ παραπέμψῃ τὴν ὑπόθεσιν εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον δικαστήριον ἢ ἀρχήν, μετὰ τῶν ὁδηγιῶν ἃς θέλει κρίνει ἀναγκαίας ἢ καταλλήλους.

5. Αἱ ἀποφάσεις καὶ ὁδηγίαι τῆς 'Επιτροπῆς θὰ εἶναι ὁριστικαὶ καὶ θέλουν δεσμεύσει πάντα τὰ γερμανικὰ δικαστήρια καὶ πάσας τὰς γερμανικὰς ἀρχάς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Κεφαλαίου Δεκάτου

Παράγραφος 1.

I. Ἡ 'Ομοσπονδιακὴ Κυβέρνησις θέλει συστήσει 'Ανωτέραν 'Ομοσπονδιακὴν 'Αρχὴν (Bundesoberbehoerde), ἥτις θὰ δέχεται, ἐξετάζῃ καὶ λύῃ τὰς αἰτήσεις ἀποζόσεως καὶ ἀποκαταστάσεως, συμφώνως τῇ παραγράφῳ 2 ἄρθρου 1 τοῦ προηγουμένου Κεφαλαίου. Ἡ 'Ομοσπονδιακὴ Κυβέρ-

νησις δύναται νὰ ἐκδώσῃ κανονισμοὺς διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Παραρτήματος.

II. Ἅπαντα τὰ γερμανικὰ δικαστήρια καὶ αἱ γερμανικαὶ ἀρχαὶ ὀφείλουν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 35 τοῦ Βασικοῦ Νόμου, ὅπως παράσχουν δικαστικὴν καὶ διοικητικὴν βοήθειαν εἰς τὴν Ἀνωτέραν Ὁμοσπονδιακὴν Ἀρχήν.

Παράγραφος 2.

I. Αἱ αἰτήσεις ἀποδόσεως ἢ ἀποκαταστάσεως δέον ὅπως ὑποβάλλωνται εἰς τὴν Ἀνωτέραν Ὁμοσπονδιακὴν Ἀρχὴν εἴτε γραπτῶς, εἴτε προφορικῶς καταχωρούμεναι εἰς πρακτικόν.

II. Αἱ αἰτήσεις αὗται δέον ὅπως περιέχουν :

α) τὸ ὀνοματεπώνυμον καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ δικαιούχου καὶ, ἐνδεχομένως τοῦ προσώπου ἐξ οὗ ἀντλεῖ οὗτος τὰ δικαιώματά του.

β) τὸν καθορισμὸν τοῦ διακριτικοῦ μέτρου, καὶ τῶν περιουσιακῶν στοιχείων, δικαιωμάτων ἢ συμφερόντων θιγέντων διὰ τοῦ μέτρου τούτου.

γ) τὴν ἐθνικότητα τοῦ δικαιούχου καὶ, ἐνδεχομένως, τοῦ προσώπου ἐξ οὗ ἀντλεῖ τὰ δικαιώματά του, καθ' ἣν ἐποχὴν ἐφηρμόσθη τὸ διακριτικὸν μέτρον.

III. Ἡ αἴτησις δέον ὅπως περιέχῃ εἰ δυνατὸν, πληροφορίας περὶ τοῦ προσώπου εἰς ὃ τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα δικαιώματα ἢ συμφέροντα μετεβιβάσθησαν καὶ περὶ τοῦ προσώπου ὅπερ κατέχει τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα ἢ συμφέροντα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τῆς αἰτήσεως.

IV. Δέον ἐπὶ πλέον ὅπως ἐπισυναφθοῦν, ἐν τῷ πρωτοτύπῳ ἢ ἐν βεβαιωμένῳ πιστῷ ἀντιγράφῳ πᾶσαι αἱ πληροφορίαι καὶ πάντα τὰ ἔγγραφα ἅτινα διαθέτει ὁ δικαιοῦχος, τὰ ἀφορῶντα τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα, δικαιώματα καὶ συμφέροντα, καθὼς καὶ τὰ διακριτικὰ μέτρα ὧν ταῦτα ἀπετέλεσαν τὸ ἀντικείμενον. Τὸ πρωτότυπον δέον ὅπως προσκομισθῇ ἅμα ζητηθῇ.

Παράγραφος 3.

Ἡ ἐνώπιον τῆς Ἀνωτέρας Ὁμοσπονδιακῆς Ἀρχῆς διαδικασία ἀπαλλάσσεται ἐξόδων, ἐκτὸς ἂν πρόκειται περὶ αἰτήσεων ἐπιπολαίως ὑποβληθεισῶν (Mutwilling) ἢ προδήλως ἀβασίμων.

Παράγραφος 4.

I. Ἡ ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ προβαίνει αὐτεπαγγέλτως (Von amts Wegen) εἰς πάσας τὰς ἀναγκαιούσας ἀνακρίσεις. Δύναται πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὅπως προβαίνῃ εἰς τὴν ἀναζήτησιν τῶν ἀποδείξεων καί, ἰδιαιτέρως, ὅπως προβαίνῃ αὐτὴ αὕτη ἢ ὅπως ἀναθέτῃ εἰς δικαστήριον ὅπως προβῇ εἰς τὴν ἀκρόασιν μαρτύρων, ἐμπειρογνωμόνων ἢ ἐνδιαφερομένων μερῶν. Ὁσάκις κριθῇ ἀναγκαῖον ὅπως δοθῇ ὅρκος, ἡ ὁρκοδοσία θέλει λάβει χώραν ἐνώπιον δικαστηρίου. Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ εἶναι ἁρμοδία ἵνα δεχθῇ πᾶσαν γραπτὴν δήλωσιν ἀντικαθιστῶσαν τὸν ὅρκον (Eidesstattiche Versicherung).

II. Θεωροῦνται ὡς ἐνδιαφερόμενα μέρη, πλὴν τοῦ δικαιούχου, πᾶν πρόσωπον οὗ τὰ δικαιώματα θὰ ἐθίγοντο ἐκ τῆς ἀποδόσεως ἢ τῆς ἀποκαταστάσεως.

III. Εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη δέον νὰ παρέχεται ἡ δυνατότης ὅπως ἐκθέτουν τὰς ἀπόψεις των. Δύνανται ταῦτα νὰ ἐκπροσωποῦνται ὑπὸ πληρεξουσίων ἢ δικηγόρων. Δέον ὅπως κοινοποιοῦνται εἰς αὐτὰ αἱ ἡμερομηνίαι τῶν καθοριζομένων συνεδριάσεων διὰ τὰς ἐν τῇ δευτέρᾳ φράσει τοῦ ἐδαφίου 1 τῆς παρούσης παραγράφου προβλεπομένας ἀκροάσεις, δύνανται δὲ ταῦτα νὰ παρίστανται εἰς τὰς συνεδριάσεις ταύτας. Τὰ ὑπό τινος τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν ὑποβαλλόμενα ἔγγραφα δέον ὅπως κοινοποιοῦνται εἰς τὰ λοιπὰ μέρη.

Παράγραφος 5.

Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ δύναται, ὁσάκις κρίνει ὅτι ἀπειλεῖται ἡ πραγματοποίησις τοῦ δικαιώματος εἰς ἀπόδοσιν ἢ ἀποκατάστασιν, ὅπως διατάσσῃ πᾶν προσωρινὸν μέτρον ἀναγκαιοῦν διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν ἐπιδίκων περιουσιακῶν στοιχείων, δικαιωμάτων ἢ συμφερόντων.

Παράγραφος 6.

Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ ὀφείλει νὰ προσπαθῇ ὅπως προκαλῇ φιλικὴν διευθέτησιν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν. Πᾶς συμβιβασμὸς λαμβάνων χώραν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν θέλει καταχωρηθῇ εἰς πρακτικόν.

Παράγραφος 7.

Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἀνωτέρας Ὁμοσπονδιακῆς Ἀρχῆς δέον νὰ ᾖσι γραπτῶς ἠτιολογημέναι καὶ νὰ κοινοποιῶνται εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα πρόσωπα.

Παράγραφος 8.

I. Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαιοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἀπόδοσιν ἢ ἀποκατάστασιν, ἢ καθορίζει ποῖα μέτρα δέον ὅπως ληφθοῦν παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς, κατὰ τὰς ἑκάστοτε περιστάσεις.

II. Ἡ Ἀνωτέρα Ὁμοσπονδιακὴ Ἀρχὴ εἶναι ἰδιαιτέρως ἐξουσιοδοτημένη ἵνα διατάσσῃ, ἐν τῷ ἀναγκαιοῦντι μέτρῳ διὰ τὴν ἀπόδοσιν ἢ ἀποκατάστασιν, ἀπαλλοτριώσεις ὑπὲρ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας, ἥτις θέλει ἀναλάβει τὴν ἀπόδοσιν ἢ τὴν ἀποκατάστασιν. Ὁμοσπονδιακὸς νόμος θέλει ρυθμίσει τὰ τῆς φύσεως καὶ τοῦ ποσοῦ τῆς ἀποζημιώσεως τῶν προσώπων τῶν θιγομένων διὰ τῆς ἀπαλλοτριώσεως.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1956 ή ετησία συνδρομή της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τεμαχίων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τω Δελτίω Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης και τω Παραρτήματι της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ως κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Έσωτ.	Έξωτ.
1. Δια το τεύχος Α'	Δρχ.	250	350
2. » » » Β'	»	150	200
3. » » » Γ'	»	150	200
4. » » Παράρτημα	»	150	200
5. » » Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών	»	400	500
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	150	200
7. » » Δελτίον Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας	»	100	150
8. Δι' άπαντα τα τεύχη, το Παράρτημα και τα Δελτία	»	1.000	1.500

Οι Δήμοι και αι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουσι το ήμισυ των ανωτέρω συνδρομών.

Το υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστόν επί των ανωτέρω συνδρομών ωρίσθη ως εξής:

1. Διά το τεύχος Α'	Δραχ.	7,50
2. » » » Β'	»	7,50
3. » » » Γ'	»	7,50
4. » » Παράρτημα	»	7,50
5. » » Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών	»	20.—
6. » » τεύχος «Πράξεις Νομικών Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	7,50
7. » » Δελτίον Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας	»	5.—
8. Δι' άπαντα τα τεύχη	»	50.—

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Έκαστον φύλλον, εξαιρέσει ειδικών περιπτώσεων, τιμάται δραχ. 2.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εις το Δελτίον Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών.

1. Των δικαστικών πράξεων	Δραχ.	200
2. Των καταστατικών Ανωνύμων Εταιρειών	»	3.000
3. Των τροποποιήσεων των καταστατικών των Ανωνύμων Εταιρειών	»	500
4. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων εις γενικάς συνελεύσεις, ως και των κατά το άρθρον 32 του Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	300
5. Των ανακοινώσεων των υπό διάλυσιν Ανωνύμων Εταιρειών, κατά το Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Των Ισολογισμών των Ανωνύμων Εταιρειών	»	1.000
7. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών	»	300
8. Των Υπουργικών αποφάσεων περί αναβολής συγκλήσεως των γενικών συνελεύσεων των Ανωνύμων Εταιρειών	»	150
9. Των αποφάσεων περί εγκρίσεως τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών	»	100
10. Των Υπουργικών αποφάσεων περί παροχής αδείας επεκτάσεως των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, ως και των εκθέσεων περιουσιακών στοιχείων	»	500
11. Των περί παροχής πληρεξουσιότητος προς αντιπροσώπευσιν εν Ελλάδι αλλοδαπών Εταιρειών	»	200
12. Των αποφάσεων περί συγχωνεύσεως Ανωνύμων Εταιρειών	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Εταιρειών Περιωρισμένης Ευθύνης.

1. Των Καταστατικών	Δραχ.	500
2. Των τροποποιήσεων των Καταστατικών	»	200
3. Των ανακοινώσεων και προσκλήσεων	»	100
4. Των Ισολογισμών	»	300

ΙΙ. Εις το Παράρτημα:

1. Των δικαστικών πράξεων, προσκλήσεων και λοιπών δημοσιεύσεων	»	100
2. Των άδειών πωλήσεως ιαματικών υδάτων	»	200

Το υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας Προσωπικού Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστόν επί των τελών δημοσιεύσεων εν γένει ωρίσθη εις 5 ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αι συνδρομαί του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εις τα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπράξεως, όπερ μερίμνη του ενδιαφερομένου αποστέλλεται εις την Υπηρεσίαν του Εθνικού Τυπογραφείου.

2. Αι συνδρομαί του εξωτερικού δύνανται ν' αποστέλλωνται και εις ανάλογον συνάλλαγμα δι' επιταγής επ' ονόματι του Διευθυντού του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Η καταβολή του υπέρ του Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστού επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων ενεργείται εν Αθήναις μεν εις το ταμείον του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου), εν ταις λοιπαίς δε πόλεσι του Κράτους εις τα Δημόσια Ταμεία, άτινα αποδίδουσι τούτο εις το ΤΑΠΕΤ, συμφώνως προς τα οριζόμενα διά της υπ' αριθ. 192378)3639 του έτους 1947 (RONEO 185) εγκυκλίου διαταγής της Γενικής Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικού. Επί συνδρομών εξωτερικού αποστελλομένων δι' επιταγών, συναποστέλλεται διά των επιταγών και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ